

ثورة الاشتراكية

MARS 1971

N° 6

LA REVOLUTION SOCIALISTE

Revue politique, idéologique et culturelle du Parti de l'Avant-Garde Socialiste d'Algérie

revolution
socialiste

revue politique, idéologique et culturelle
du PARTI DE L'AVANT - GARDE SOCIALISTE

n° 6 - ALGER - Mars 1971 - Prix : 3da.

1871 - 1971

*

DEUX GLORIEUX CENTENAIRES

★★

• LA GRANDE
INSURRECTION
NATIONALE

• LA COMMUNE
DE PARIS

Prix : 3 F

Réédité pour l'Europe par la
Délégation Extérieure du Parti de
l'Avant-Garde Socialiste d'Algérie.

MARS 1871 - Mars 1971. Avec toutes les forces ouvrières et progressistes nationales et internationales, le Parti de l'Avant-Garde socialiste célèbre deux glorieux centennaires : celui de la grande insurrection nationale en Algérie et celui de la Commune.

C'est avec un sentiment de fierté nationale que nous célébrons le centenaire de ce haut fait d'arme que fut l'insurrection nationale de 1871. Nous le commémorons également avec la volonté de mieux cerner ses causes, ses prolongements, les raisons profondes de son échec et ses enseignements.

Internationalistes, c'est aussi avec un sentiment de fierté légitime que nous célébrons le centenaire de la Commune de Paris, épopée populaire qui vit les travailleurs parisiens "monter à l'assaut du ciel" et instaurer le premier gouvernement ouvrier en France.

Ces deux événements historiques ont des liens objectifs entre eux.

Les insurgés algériens de 1871 et les Communards de Paris ont lutté contre le même gouvernement bourgeois : les premiers pour la libération nationale, les seconds pour leur libération sociale; les premiers se sont insurgés contre l'esclavage colonial, les seconds contre l'esclavage salarial. Et si les uns et les autres n'ont pas réussi dans leur entreprise, ils n'en ont pas moins ravivé la flamme et semé les graines qui, aujourd'hui encore, continuent de donner de si beaux fruits.

C'est dans un même hommage que nous les associons ici.

LA GRANDE INSURRECTION NATIONALE EN ALGÉRIE

"Ce continent est le pays des Arabes; vous n'y êtes que des hôtes passagers. Y resterez-vous 300 ans comme les Turcs, il faudra que vous en sortiez."
(Lettre des Hachem à Bugeaud. 1841)

INTRODUCTION

La formidable levée insurrectionnelle de Mars 1871 est la plus importante de toutes celles que notre pays a connues entre la guerre menée par l'Emir Abdelkader et la lutte déclenchée le 1^{er} novembre 1954.

La défaite de l'armée d'Abdelkader n'avait pas éteint la flamme de la résistance. La courte période d'accalmie, de 1859 à 1864 (date de la révolte des Ouled Sidi Cheikh dans le Sud Oranais) fut marquée par l'exil volontaire de tribus entières du Constantinois, en Tunisie et en Syrie. Le contrôle français sur les campagnes où se trouvait "la force vitale du pays" (colonel Trumelet) était formel; la haine du paysan pour l'envahisseur et le spoliateur s'était aiguisée. Sa volonté de récupérer les terres volées grandira entre 1861-1871 au cours de cette crise économique dramatique qui le frappera.

"Depuis la 1^{ère} occupation de l'Algérie par les Français, écrit Engels dans une lettre (1), et jusqu'à présent, ce pays malheureux a été l'arène d'effusions de sang, de rapines, de violences... La domination française est parfaitement illusoire sauf sur le littoral et à proximité des villes."

Aux 365 000 ha de terres enlevées à nos fellahs et distribuées aux co

(1) Marx. Engels : Textes sur la colonisation.

lons, s'ajoutent à partir de 1861, 400 000 ha, dont 100 000 ha, concession offerte dans le constantinois à des capitalistes groupés dans la "Société générale."

Le sénatus-consulte du 3 avril 1863, tout en protégeant, dans une certaine mesure, les terres algériennes de la rapacité des colons, individualise la propriété collective, porte atteinte aux structures tribales, ouvre aussi la voie à l'élargissement de la colonisation. L'économie traditionnelle, qui réalise l'équilibre entre les périodes de bonnes et de mauvaises récoltes, est bouleversée par l'introduction de l'économie monétaire. Le commerce d'exportation qui enrichit les intermédiaires, surtout européens et juifs, draine, vers les ports, laines, peaux, blé; il vide les silos; "les matmura avaient presque disparus de l'Algérois en 1860-65" (1). Les rapports des officiers des bureaux arabes concluent : "la misère des tribus est en rapport direct avec le rapprochement de nos établissements, de nos marchés, de nos routes" (2)

L'artisanat est en décadence; il succombe à la concurrence des produits manufacturés d'Europe et à l'étranglement des anciens circuits commerciaux; à l'exception de Constantine et de Tlemcen, la plupart des villes perdent leurs corporations de métier : tisserands, armuriers, bijoutiers, brodeurs, potiers, dinandiers etc...

La crise économique qui s'ensuivra, surtout dans les régions méridionales du pays, aura un caractère dramatique entre 1865 et 1869; de nombreux fléaux (3) s'abattront sur les populations. Trois années de sécheresse (4), trois invasions de sauterelles, de grandes inondations, des épidémies : choléra (5), typhus, variole.

La sécheresse et les maladies font disparaître la moitié du cheptel. Les récoltes de blé dans le Constantinois passent de 2 439 213 quintaux de blé dur en 1864 à 1 427 012 quintaux. Pour la même période la

(1) "Les Algériens et la France"; Ageron - Ed. PUF - page 369.

(2) Id. page 370.

(3) La Tunisie et le Maroc connaîtront, à la même époque, les mêmes fléaux, mais leurs conséquences seront moins tragiques : les structures économiques et sociales intactes, feront jouer la solidarité à la campagne où les silos ne sont pas vides.

(4) A Constantine l'eau est rationnée : 4 litres et demi par jour et par personne (renseignements fournis par André Noushi dans son enquête sur le niveau de vie des populations rurales à Constantine. Ed. PUF)

(5) Biskra perd en 3 jours (18, 19, 20/7/1866) 247 habitants sur 5000; du 15 au 20/7/1868 mille habitants non enterrés, la ville est évacuée le 31/7/1868 - (idem).

récolte d'orge passe de 4 244 052 à 956 327 quintaux. Les prix des céréales augmentent. La famine s'installe, terrible, aggravée par les épidémies. Au cours de ces années, dont chacune est appelée "âm ech-charr", la population algérienne passe de 2 700 000 habitants à 2 100 000; soit une diminution de 20%, alors que la population européenne, qui échappe au désastre, augmente : 220 000 en 1861, 279 000 en 1872.

Le Cardinal Lavigerie, évêque d'Alger, écrit (1) à propos de nos pays : "on les voit presque nus, à peine couverts de haillons, errer par troupes, sur les routes, dans les voisinages des villes d'où on a été obligé de les éconduire pour éviter des désastres de toute espèce. On les voit attendant les tonnerres qui enlèvent les immondices pour se les disputer et les dévorer. Rien ne les rebute. Ils vont jusqu'à déterrer, pour les manger, les animaux morts de maladie. Ils enlèvent ceux de nos colons qui sont obligés de garder leurs fermes, le fusil à la main. Chose affreuse à dire, plus affreuse encore à voir, on en trouve chaque matin sur les routes, dans les champs, étendus, morts d'inanition".

Les rescapés s'endettent. L'usure, autre calamité, étend ses ravages, au taux annuel de 25, 50 et parfois 100% au point qu'un officier général français écrit : "il faut que l'usure soit tuée ou que le peuple arabe meure, choisissez" (2).

Les impôts deviennent de plus en plus lourds : 17 000 000 de Francs en 1863. Ce chiffre tombe à 11 300 000 en 1869 parce que le peuple algérien est exsangue. Un Algérien sur cinq a disparu dans la tourmente.

A la misère effroyable et généralisée, s'ajoute une oppression intolérable dans le domaine religieux; les engagements de De Bourmont ne sont pas respectés; les agents du culte sont recrutés et payés par les Français; les biens Waqf sont confisqués; les fêtes, les pèlerinages, les écoles arabes sont contrôlés; les enseignants venus d'Orient sont expulsés; les zaouias surveillées, combattues. Le cardinal Lavigerie et ses missionnaires essaient de christianiser les orphelins dont les parents ont péri par la famine et font du prosélytisme religieux en Kabylie et dans le Sud. Le 7 avril 1864, la destruction de la colonne Beauprêtre (seuls rescapés : 3 soldats) par les Ouled Sidi Cheikh - dont la révolte s'étend au djebel Amour, au Dahra, au Titerri, aux territoires des Flitta et à la Kabylie orientale - annonce déjà l'échec sanglant du général Wimpfen devant le ksar d'Aïn Char, à 80 km de Béchar, et ce qui va devenir un grand mouvement, en mars 1871.

Cette volonté de lutte s'exprime lors du voyage en Algérie de Napo-

Napoléon III. Des milliers de Flitta manifestent sur le passage du cortège impérial, débordent le service d'ordre et obtiennent de l'empereur français le retour de leurs chefs exilés après la révolte des Ouled Sidi Cheikh.

Ce voyage permet à Napoléon III de déceler quelques unes des motivations de l'insurrection à venir. Dans sa lettre au gouverneur Mac Mahon, il déplore le bouleversement des tribus (3), la confiscation des terres arabes, les impôts trop lourds au profit de la colonisation européenne, les abus de l'administration forestière. Il énonce l'idée en termes brumeux, d'un royaume arabe qui "reconstituerait la nationalité arabe" et l'octroi de la nationalité française aux Algériens dans le cadre de leur statut personnel. Cette politique, qui est pétrie de contradictions, est inspirée par certains milieux entrepreneurs de la bourgeoisie française et ses technocrates liés aux Saint-Simoniens, intéressés par les richesses naturelles du pays, par une main d'oeuvre potentielle à bon marché. Ces milieux sont partisans d'un ralentissement du peuplement européen dont l'installation coûte cher et qui n'est pas rentable. Ils sont prêts à laisser aux Arabes le secteur agricole amputé des grands domaines concédés aux sociétés capitalistes à charge pour ces dernières de financer le développement capitaliste de l'économie algérienne. Ils pensent maintenir la domination française grâce à un encadrement constitué par les chefs de l'aristocratie algérienne, auxquels seraient octroyés de grands domaines de 3 000 à 5 000 ha.

Cette politique, bien vue des chefs féodaux, dressera contre elle les Français d'Algérie.

A la veille de l'insurrection de 1871 on note :

- l'aggravation de l'antagonisme Algérie-France;
- des contradictions entre la politique défendue par Paris et celle des colons;
- des différends sérieux entre les bureaux arabes dirigés par l'armée (soutiens de la politique de Paris) et la colonie européenne.

Ces contradictions s'aiguïseront avec la chute de l'empire consécutivement à la défaite militaire de la France face à la Prusse. A Paris se constitue la Commune dont on célèbre, cette année, le centenaire.

La chute de l'empire sera fêtée par les colons comme une victoire. Ils mèneront plus vigoureusement la lutte contre les bureaux arabes,

(1) Cité par Lacoste, Noushi et Prenant: "Algérie, passé et présent" - Editions Sociales, page 373.-

(2) Agéron - Idem.

(3) Son Sénatus-consulte de 1863 y a contribué.

qu'ils accusent d'entraver leur expansion au détriment des fellahs. Les Algériens ressentiront la victoire des colons comme une terrible menace sur leur avenir et sur leurs biens. Quant aux chefs de l'aristocratie, dont un certain nombre étaient des amis de Napoléon III, ils assistent à l'enterrement du rêve d'un "royaume arabe" sur lequel ils fondaient beaucoup d'espoir.

Du haut en bas de l'échelle sociale pèse la même menace sur les terres, sur l'avenir. L'insurrection de 1871 sera un combat pour la terre, pour la foi, pour la liberté et la dignité. Son signal sera donné par les masses et les chefs suivront.

--- oOo ---

I - LES CAUSES DE L'INSURRECTION

La cause fondamentale de ce soulèvement massif réside dans l'aspiration profonde - plus ou moins clairement exprimée - des masses, surtout campagnardes, à la libération du territoire occupé par l'étranger, à la récupération des terres volées, à la sauvegarde des valeurs culturelles menacées (religion, langue, mode de vie).

Certes, l'idée de patrie à l'époque était inséparable de l'appartenance à une communauté islamique plus vaste : dans une certaine mesure, un Algérien se sentait chez lui en Tunisie, au Hedjaz, au Maroc, en Syrie. L'idée de patrie est encore une notion nouvelle en Europe aussi ; l'unité allemande et l'unité italienne se forgeront au XIX^e siècle, qui est aussi le réveil des nationalités opprimées en Europe centrale, en Irlande, en Pologne.

Ce qu'il importe de retenir pour 1871, au delà des divisions tribales, de l'hésitation des chefs, c'est la volonté collective de libérer le territoire du joug de l'étranger. Un officier français, excellent observateur du milieu algérien, le capitaine Villet, chef du bureau arabe de la subdivision de Constantine écrivait : "le sentiment national, dont il serait une fâcheuse illusion de croire qu'il avait disparu, suffisait à expliquer la révolte" (1).

Ce sentiment national algérien, auquel l'oeuvre d'Abdelkader a commencé à donner les premières assises, est contrarié subjectivement par l'esprit tribal et par la conscience d'appartenir au monde islamique, objectivement par l'insuffisance des voies de communication et l'absence d'un marché algérien, par le cloisonnement du pays. Ce sentiment est renforcé par l'idéologie religieuse qui imprègne la vie quotidienne des Algériens, d'autant que l'étranger chrétien, rappelle par son comportement, l'époque des croisades, foule aux pieds la foi, ne cache pas ses visées anti-islamiques.

Ce n'est donc pas par hasard si le support organique de l'insurrection fut constitué par les confréries, leurs zaouias et leurs vieilles infrastructures. Les zaouias sont des relais, des lieux de rencontre, de réunion, d'hébergement, des foyers culturels et des liens avec le reste du monde musulman, des "coffre-forts" pour "trésors de guerre", des écoles de formation de cadres, de propagandistes (2). Les moqaddems ont

(1) Voir les notes en fin de chapitre, page 12.

sous leur responsabilité des khouans organisés, pratiquant parfois des rites initiatiques.

"Il ne s'est peut être pas produit en Algérie un seul soulèvement dans lequel les khouans des divers ordres n'avaient joué un rôle actif" (3).

Certaines de ces confréries "ne furent guère que l'équivalent islamique de nos sociétés de pensée ou même de nos premiers partis politiques" (4).

La principale confrérie était alors celle des Rahmaniya, fondée en 1770 par Sidi Abderrahmane El Ghobrini. Elle faisait figure de confédération politique. Citons aussi les Derqoua qui, avec les Rahmaniya, étaient fichés par les bureaux arabes en 1850 comme des organisations "tendant à miner la domination française en professant des doctrines subversives", les Taybiya support de la révolte de Bou maza, les Qadiriya soumis à tous les pouvoirs établis, les Tidjania dont les chefs collaboraient avec les Français.

* * *

La cause première, fondamentale, de l'insurrection, il faut ajouter des raisons politiques, sociales, économiques circonstanciées les liées à des revendications immédiates nées soit au cours de la crise économique, soit des fluctuations de la politique intérieure algérienne de la France et de ses contre-coups en Algérie.

- Les paysans, endettés durant la famine, recevaient sommation sur sommation, sur papier timbré, d'avoir à régler les prêteurs privés ; l'échéance était pour mars 1871. Moushi note dans son ouvrage déjà cité que chacun se promettait de profiter le plus possible des circonstances pour ne pas payer.
- Ces prêts étaient garantis par les chefs de tribus sur intervention des autorités françaises. Moqrani par exemple, avait hypothéqué ses biens pour couvrir les dettes de ses administrés après les assurances données par les Français. Le gouvernement français, après la chute de Napoléon III, retira ses assurances à Moqrani. Les saisies menaçaient les fellahs pauvres, les propriétaires et de nombreux féodaux.
- Les familles algériennes étaient opposées à l'envoi de leurs garçons à la guerre franco-prussienne commencée depuis le 19 juillet 1870.
- Le 28 novembre 1870, le gouvernement provisoire qui avait remplacé le régime de Napoléon III, emporté par la capitulation de Sedan (2 septembre 1870) devant les Prussiens, prit un certain nombre de décrets concernant l'Algérie. Il remplaça le régime militaire des

bureaux arabes par un régime civil et assimila l'Algérie à la France, aggravant ainsi l'emprise économique et politique des colons sur nos paysans, emprise jusque là, répétons-le, battue en brèche par les bureaux arabes. Cette mesure transformait les chefs en agents des municipalités européennes et limitait les droits des djemaâs.

- Un autre décret institua les cours d'assises en Algérie avec des jurys composés uniquement d'Européens. Les Algériens se virent livrer à leurs pires ennemis.
- Bien que le décret Crémieux (5) ne soit plus invoqué sérieusement comme l'une des causes de l'insurrection, il est utile de signaler que la réaction des Algériens de confession musulmane fut de compassion pour leurs compatriotes juifs (6), désormais soumis légalement à la France, et de crainte : cette mesure allait-elle s'appliquer aux musulmans ?

C'est Crémieux lui-même qui déclarait : "comment voulez-vous que ces hommes qui sont musulmans parce qu'ils ne veulent pas être français se regardent comme inférieurs aux juifs devenus français?" (7).

Voilà qui réduit à néant les efforts des historiens colonialistes qui - antisémites - trouvaient l'une des raisons de l'insurrection de 1871 dans "l'antisémitisme" des Algériens soi-disant jaloux des droits acquis par les juifs.

* * *

Des signes avant-coureurs annoncent le soulèvement; de différents points du territoire des rapports sont envoyés à Alger, alarmants; ils sont rédigés par les autorités colonialistes :

dans son rapport du 24/12/1870 la subdivision militaire de Constantine signale l'achat par les Algériens d'armes et de poudre en Tunisie et au Maroc et leur stockage en Algérie;

les nomades rassemblent leurs troupeaux dans les montagnes et les ksours;

des fils télégraphiques sont sectionnés, des incendies allumés;

une certaine "agitation" règne dans le Sud Oranais. Dans les quartiers "arabes" de Constantine et d'Alger se "tiennent des réunions clandestines". Le général Walsin-Estherhazy prolonge l'état de siège à Tlemcen;

Les officiers français du 2^e bureau craignent la propagande faite au sein des troupes composées d'Algériens en partance pour le front; une pétition de plusieurs tribus se termine ainsi : "le dire des colons est écouté, celui des arabes est repoussé; (8)

en octobre 1870 les familles refusent d'envoyer leurs enfants à l'é

cole français; à Bordj bou arreridj, fief de Moqrani (9) sur 14 boursiers aucun n'est rentré fin octobre;

- les "chartya", comités de paysans de 10 à 12 membres élus, apparaissent; ils sont chargés de combattre les abus des Caïds, d'acheter "des chevaux, des armes, des munitions et de réformer les jugements des Cadis et des commissions disciplinaires" (10);
- dans les djemaâs ont lit la lettre de Mahieddine, fils d'Abdelkader; elle conclut : "le moment de la délivrance est imminent".

Les événements semblent confirmer cet optimisme :

- la France, jusqu'ici invincible, plie le genou devant les Prussiens. Paris capitule et l'armistice est signé le 28 janvier 1871.
- "les tribus françaises" sont divisées disent nos paysans lorsqu'ils apprennent, alors qu'ils sont déjà soulevés, la guerre civile en France, entre la Commune et les Versaillais.
- dans les villes d'Algérie, civils et militaires français étalent leurs querelles publiquement.

Henri Villot, déjà cité, déclarera devant la commission d'enquête désignée après la fin de l'insurrection : "les indigènes se disaient : "les Français sont vaincus; ils se battent entre eux, Paris brûle, les troupes françaises sont parties. Le moment est favorable; reprenons notre indépendance."

Dès lors, la moindre étincelle provoquera l'incendie. Les mutineries des spahis, pourtant soldats de métier et appartenant à des tribus makhzon (11) indiquent l'élargissement du mouvement de résistance. A la veille d'être envoyés sur le front - malgré leur statut spécial (12) - ils se soulèvent le 20 janvier 1871 à Moudjebber, à 13 km de Sour El Ghoulane, le 23 janvier à Aïn Guettar à 25 km de Souk Ahras. Cent mutins, suivis par plusieurs fractions de la tribu des Hanencha, assiègent Souk Ahras; la mutinerie gagne les spahis du Tarf, à 22 km de la Calle, et de Bou Hadjar, à 45 km de Souk Ahras. Leurs femmes et leurs enfants les suivent dans cette action de protestation qui fait céder les Français.

Le 14 février, la tribu des Oulad Aidoun donne le signal de la révolte en grand et bloque El Milia durant 19 jours.

C'est au coeur d'un climat insurrectionnel que Hadj Mohamed Moqrani rompt, par lettres, toutes relations avec l'administration française. La date de la remise de sa lettre (15 mars) au général Augeraud est considérée donc à tort comme le début du soulèvement.

Enfin, le 8 avril, au marché de Soddouq, l'appel du cheikh Ahaddad

chef des Rahmánya de la Kabylie, donnera à l'insurrection son caractère populaire et de masse.

- (1) Cité par Agéron - Idem - page 12.
- (2) "des émissaires parcouraient le pays et répandaient que la France écrasée allait être forcée d'abandonner l'Algérie ou au moins de se confiner dans les villes du littoral" (De Lartiques. "Aisrej"; Page 233 - cité par Agéron - Idem - page 11).
- (3) Rapport cité par Agéron - Idem - page 300.
- (4) Agéron - Idem.
- (5) Octroyant la citoyenneté à tous les Algériens de confession juive.
- (6) Une chanson populaire satirique parlait "des malheurs du pauvre Moushi soumis à la conscription".
- (7) Cité par Agéron - Idem - page 16.
- (8) Cité par Agéron - Idem - page 11;
- (9) La famille Moqrani possédait plusieurs immeubles à Bordj Bou Arreridj. (ce qui explique la volonté de Moqrani d'épargner cette localité.)
- (10) Rinn : histoire de l'insurrection de 1871.
- (11) Les tribus Makhzen ou deïra, héritage de la période turque; composées de cavaliers et de chameliers nomades, campent sur les territoires qu'elles sont chargées de surveiller et où se trouvent les tribus raya (sujets); les tribus makhzen sont exemptées de taxes; elles sont chargées de les percevoir au sein des tribus raya; en temps de guerre elles combattent aux côtés des troupes du pouvoir central.
- (12) Qui spécifiait qu'ils ne devaient pas combattre à l'extérieur de l'Algérie.

II - LA GUERRE

LES combats ont mis en mouvement 800 000 Algériens et Algériennes qui y ont participé de diverses façons. Sur le plan militaire 200 000 paysans (fractionnés selon les régions et les tribus) (1) ont fait face à une armée forte de 22 000, puis 45 000 soldats français en mars 1871. Elle passera à 90 000 soldats après l'écrasement de la Commune de Paris. Il y a eu 344 combats; les Français avouent 2600 morts. Le nombre d'Algériens tombés dans la lutte n'est pas connu. "On a tué beaucoup d'indigènes" dit un témoin français. Nous verrons plus loin ce que recouvre cette phrase.

Notons au passage que le qualificatif de "sauvages", lancé contre les insurgés, est réfuté par le commandant Rinn auteur de "l'Histoire de l'insurrection de 1871". Il écrit :

"les chefs insurgés, petits ou grands, laïques ou religieux... s'efforcent de faire respecter les principes musulmans pour les non combattants."

"L'insurrection fit en quelques jours des progrès effrayants; elle a embrasé le pays comme une trainée de poudre" (Général Lallemand) (2).

Il est faux de parler d'insurrection kabyle. En effet, les zones de combats s'étendent des environs d'Alger à la presqu'île de Collo et de la mer au Sud. La plaine de la Mitidja est menacée; les patriotes contrôlent ou assiègent plusieurs localités : Bordj Bou Arreridj, Beni Miansour, Takitount, Sétif, Bedjaïa, Djidjelli, Batna, Mila, El Milia, Msila, Bousaada, Sor El Ghozlane, Aïn Bessam, Dellys, Cherchell, Ouargla, Bordj Menaïl, Lakhdaria (ex Palestro), Dra El Mizan, Tizi Ouzou, Larbaâ Nath Irathen (ex Fort National), Touggourt.

La voie ferrée Alger-Oran est sous le feu des Beni-Menacer, des monts du Zaccar. Des postes militaires français et des fermes sont évacués de Kabylie, des Aurès, ou du Hodna.

De hauts faits d'armes, des actes d'héroïsme jalonnent cette lutte farouche. Le général Lallemand écrit à propos des combats d'Icherri-den (juin 1871), dans le Djurdjura : "Rien ne peut donner une idée de la force et du nombre d'ouvrages que les Kabyles avaient édifiés. Ja-

(1) Les Français donnent 313 tribus soulevées sur les 1200 existantes en 1871.

mais, depuis l'ouverture de la campagne, nous n'avons rencontré autant de contingents, jamais l'ennemi n'avait montré un tel acharnement!"(3)

Agéron écrit (4) : "Pour l'honneur des révoltés, il faut rappeler que le 21 mai 1871 deux milliers de ces "Bedoui" kabyles, les "Imseblen", volontaires de la mort, après avoir entendu la prière des morts, tentèrent d'escalader les remparts de Fort-National et se firent hacher sur place." (5)

Mais ces prodiges d'héroïsme, cet esprit de lutte, ce courage n'ont pas eu raison de l'armée colonialiste. Les premiers échecs ont été suivis de redditions retentissantes : un mois après l'épisode de l'Arbaâ Nath Irathen, Si Aziz, qui aurait pu, semble-t-il, porter la guerre dans le Hodna, s'est rendu (30 juin); son père, le Cheikh Ahaddad, âgé de 81 ans a pris le même chemin, porté sur une civière, le 13 juillet. Moqrani était déjà mort, tombé le 5 mai 1871 à 8 km au nord d'Aïn Bessam.

Les troupes françaises, après avoir reçu des renforts rendus disponibles par l'écrasement de la Commune de Paris, poursuivirent leur offensive. Successivement les Beni-Ménacer et les Beni Abbas déposent les armes.

Le bastion des Babors résiste encore. Il est réduit le 12 octobre, après 4 mois de lutte et un assaut qui dure 5 jours.

Boumezrag El Moqrani, qui avait succédé à son frère, résiste encore. Mais sa Smala est prise le 8 octobre près de la Qelaa des Beni-Hammad. Traqué, échappant à ses poursuivants, il porte le combat dans le Sud. Harcelé, il ne lui reste plus personne. Le 20 janvier 1872, des soldats français en patrouille le trouve évanoui près d'une mare d'eau au Ksar Rouissat, aux environs de Ouargla. Les conditions de sa capture symbolisent l'héroïsme et l'isolement du peuple algérien, il y a cent ans. L'insurrection prend fin, très exactement un an après la mutinerie de Moudjebour qui en fut le signal.

(2-3) Cité par Ch. André Julien : "Histoire de l'Algérie contemporaine" - PUF - pages 487 et 489.

(4) Idem - page 12.

(5) L'échec de cet assaut est en premier lieu une "fuite"; les Français avaient été avisés à temps de la date et de l'heure de l'assaut par un de leurs espions au sein des combattants de Kabylie.

III - LA REPRESSION

La répression est impitoyable. Elle a commencé bien avant l'échec de l'insurrection. Le colonel Robin écrit :

"la fin justifie les moyens et si les balles ordinaires ne tuent pas assez vite et assez complètement dans l'exécution de cette oeuvre, il est permis d'employer les balles dum-dum." (1)

Et le même auteur (qui n'approuve pas toutes les méthodes utilisées) donne quelques détails :

"dans la journée du 6 mai, le général Céréz donna à ses troupes un repos qu'elles avaient gagné." (2)

En quoi consiste ce repos ?

"On se borna à brûler les villages, dévaster les jardins, vider les silos de la fraction des Ouleds Sidi Salem qui n'avait pas encore fait sa soumission." (3)

Les historiens colonialistes font état des "massacres de Palestro" oeuvre des insurgés pour justifier la barbarie colonialiste. A ce sujet Ch. André Julien apporte des précisions :

"les victimes périrent, pour la plupart, les armes à la main lors de l'assaut de la gendarmerie" (4)

et Julien cite l'historien Alfred Rambaud :

"Des atrocités commises par l'armée roulante, par les irréguliers qui compromettaient l'honneur des deux races belligérantes, le bilan ne serait peut être pas à notre avantage." (5)

Après l'échec du soulèvement, la répression s'amplifie. Les campagnes sont plongées dans un climat de terreur généralisée : villages incendiés, arbres coupés, troupeaux volés, "chasse" à l'Arabe.

L'amiral de Gueydon, gouverneur général prescrit : "agir comme à Paris; (6) on juge et on désarme; les Kabyles ne sauraient prétendre à plus de ménagements que les Français."

Les colons participent à cette "chasse".

"On admettait que tout colon qui avait la certitude morale de la culpabilité d'un indigène était en droit de l'abattre. Ainsi furent

(1-2-3-) "L'Insurrection de la grande Kabylie de 1871".

(4-5) Ch. A. Julien - ouvrage déjà cité - page 492.

(6) Contre les communards.

massacrés à Aïen Yagout (à 31 km au Nord-Est de Batna) 36 arabes, dont le capitaine Villot affirme l'innocence" (1); et Ch. A. Julien ajoute : "ce cas ne fut pas exceptionnel."

La presse européenne (2) d'Algérie justifiait ce massacre par avance, cyniquement.

"L'Indépendant" du 29 avril 1871 écrivait :

"leur accorder l'aman serait un crime. Avec de telles brutes, la seule loi est celle du lynch." Et le 4 juin ce journal souhaitait "un holocauste de marabouts offerts aux mains des colons", et accusait l'armée française "de ne tuer que 50 indigènes par jour alors qu'on pourrait tuer un million."

"La Seybouse" du 17 juin 1871 exigeait :

"une répression telle qu'elle devienne pour toutes les tribus une sinistre légende garantissant une sécurité sérieuse aux immigrants."

Et voici l'objectif plus net, plus clair que dévoile "L'Echo d'Oran" du 29 juin 1871 :

"nous devons arriver, à les réduire à l'impuissance de nuire, les rendre assez faibles, assez pauvres, assez peu nombreux pour que leurs attaques ne soient plus un danger".

Quant à "La Vérité algérienne" du 1er juin 1871, elle avouait :

"l'insurrection fournissait une occasion providentielle de reprendre possession de ce sol ... indispensable pour asseoir une forte domination européenne".

Ces appels ouverts aux massacres, à l'expropriation, reflètent la grande peur qui saisit aux entrailles les colons, peur qui ne les quittera plus, malgré l'échec de l'insurrection, parce qu'ils savent que nos paysans sont toujours là, jour et nuit, les assiégeant, la haine au coeur et l'espoir de récupérer la terre, de chasser l'étranger un jour.

Les cours d'assises condamneront. Leurs verdicts se prolongeront jusqu'en 1873 et paraîtront "iniques" (3) même à des Français : des dizaines d'années de prison, des déportations, des condamnations à mort, des amendes, et le séquestre collectif et individuel. Et le refoulement des tribus. Dans son rapport du 27/7/1871, de Gueydon propose : "Le moyen le plus efficace consisterait à expulser la tribu rebelle de son territoire et à la désagréger complètement en disséminant

(1) Ch. A. Julien - Idem - page 491

(2) Les extraits de presse sont cités par Agéron - Idem -

(3) Henri Bruisurg : "Colonisation française" - page 73

complètement ses membres sur les territoires dont le domaine dispose dans les trois provinces." (1)

Dans sa thèse précédemment citée, André Noushi donne l'exemple, parmi d'autres, de la tribu des Hachem qui occupait, dans la Medjana et dans la région de Bordj Bou Arreridj, 40 000 hectares de terres fertiles. Cette tribu makhzen contracta des dettes pendant la crise économique de 1866-1870; en 1871 elle se jette entièrement dans l'insurrection. Ses terres sont confisquées et on la frappe d'une très forte amende; les terres sont versées au domaine en vue de créer des villages de colonisation. En 1876 ordre est donné aux Hachem de quitter leurs lieux d'origine et de s'installer dans le Hodna. Ils reviendront plus tard, comme khammes sur leurs anciennes terres.

Le séquestre collectif fait passer dans le domaine de la colonisation 301 516 hectares de terres de cultures et 309 074 hectares de terres de parcours; 100 000 hectares sont donnés aux Alsaciens-Lorrains qui ont choisi la France après l'annexion de l'Alsace-Lorraine par la Prusse victorieuse.

Les amendes de guerre atteignent 38 326 914 Francs; elles atteignent plus de 800 000 personnes (2); ajoutée à la valeur des terres séquestrées, cette somme atteint 65 millions de Francs (or) soit 70,4 % du capital des populations frappées : soit 80 Francs (or) par individu.

La plupart des tribus sont ruinées. Certaines mettront 20 ans pour s'acquitter des amendes. Elles vendent leurs troupeaux à vil prix : 1 200 000 têtes de bétail seront ainsi emportées en France entre 1872 et 1873. La misère est effroyable. Dans un sursaut de désespoir la tribu des Beni-Ayad, près de Bordj Bou Arreridj se soulève en 1878.

La rapacité des colons ne connaît pas de limites; leurs villages s'élevèrent sur la ruine des tribus. Pour agrandir leurs domaines "le gouverneur n'hésite pas à exproprier de nouvelles tribus" pour cause d'utilité publique et "paie ces tribus avec la contribution de guerre levée précédemment" (3) : autrement dit avec l'argent des tribus déjà expropriées et frappées d'amendes.

(1) Agéron - Idem - page 26

(2) Même les mercenaires algériens qui avaient participé à la répression dans l'armée française furent touchés par le séquestre collectif

(3) Agéron - Idem - page 30.

Agéron remarque : "... le séquestre n'était pas une mesure de répression militaire à l'échelle des événements mais le premier acte politique traduisant la victoire des colons." (1)

L'éclatement, la paupérisation des tribus, la prolétarianisation des masses paysannes, ira désormais en s'accroissant.

Et le poète kabyle Smail Azikiou écrira ces vers désespérés d'où l'ironie amère n'est pas absente :

"les gens sont partis emportant leurs ustensiles

"les terres ont été prises par les Espagnols

"les Maltais et les agents prévaricateurs

"vous vous êtes emparés des cimetières et des communaux

"on ne sait plus où attacher un âne"

Et la complainte anonyme prévoit déjà l'avenir :

"on a semé la haine dans les thouddar (2)

"nous la cachons sous terre et il en reste toujours

"c'est comme l'abondante récolte d'un champ défriché"

---oOo---

(1) Agéron - Idem - page 35

(2) Villages

IV - LES CAUSES DE L'ECHEC

Les causes profondes de la défaite tiennent à l'état même de notre société de 1871 : son insuffisance de cohésion nationale, l'affaiblissement considérable de son potentiel humain et de ses ressources économiques.

Examinons pour commencer le premier volet des causes profondes de l'échec. L'oeuvre unificatrice d'Abdelkader n'a pas eu le temps de porter ses fruits; la féodalité ne fut pas brisée sur l'ensemble du territoire; les coups qui lui furent portés par Abdelkader dans une aire géographique limitée, ne détruisirent pas toutes ses bases économiques et sociales et son influence idéologique.

Quelques grandes familles aristocratiques généralement soumises à la France et choisies par elle, exerçaient, surtout dans le Constantinois, des commandements sur des territoires plus ou moins étendus. Elles y percevaient les impôts, nommaient leurs oukils auprès des populations, possédaient d'immenses domaines (1).

Dans le Constantinois ces familles de djouads (noblesse d'épée) étaient au nombre de cinq : les Moqrani, les Beni-Aïssa, les Hamlaoui, les Ben Ahmed, les Bengana. Les structures administratives étaient les suivantes (copiées par les Français sur celles d'Abdelkader) : Aghalek, khalefat, bachaghalek, caïdat. Les bureaux arabes, dirigés par des officiers français, "faisaient" et "défaisaient" les chefs, entretenaient l'esprit de çof, rognèrent leurs pouvoirs. En bref, l'Algérie des campagnes était encore en 1871 un pays de 1200 tribus, indépendantes les unes des autres, solidaires ou ennemies.

La colonisation, de son côté, n'avait pu encore opérer en profondeur les bouleversements économiques et sociaux qui, par l'évolution dialectique des événements, aboutiront plus tard à cimenter une unité nationale plus sûre, devenue plus solide.

L'insuffisance de cohésion nationale explique l'absence d'unité de commandement. Moqrani et son frère exerçaient leur commandement non à l'échelle du territoire soulevé, mais sur les tribus qui dépendaient d'eux, celles de la Medjana. Ils n'avaient prise ni sur les Beni Mena-

(1) Les Moqrani possédaient 20.000 hectares de terres ; leurs ressources annuelles s'élevaient à 200.000 Francs de l'époque.

cer du Zaccar, ni sur les Oulad sidi Cheikh du Sud Oranais par exemple, en raison et de l'esprit tribal et de l'éloignement.

L'absence d'unité de commandement rendait impossible la coordination des opérations militaires entre les différents détachements tribaux et livrait les combattants algériens "paquet par paquet" aux coups de l'armée française.

Dans "L'Algérie, passé et présent" les auteurs constatent :

"Quand la Medjana se soulève fin mars, les Hamoucha sont déjà la proie de la répression; l'insurrection de Tabessa, celles des Ouleds Sidi Cheikh sont sur le point d'être écrasées; la grande Kabylie ne se soulève qu'un mois plus tard, 20 jours avant la mort du Bachaga Mograni, et les Beni Menacer ne mettent le siège devant Cherchell qu'au moment où les Rahmaniya capitulent, où la Quelaades Beni Abbas, Msila et Bou-Saada sont sur le point d'être reprises et "châtiées" par les forces de répression. Le Sud ne se soulève qu'après l'écrasement du Bou-Taleb; l'Oranie, impressionnée par la répression chez les Oulads Sidi Cheikh, reste par la suite en dehors du mouvement armé." (1)

Les objectifs nationaux et les perspectives de la lutte n'étaient pas clairement affirmés par des chefs qui avaient en vue d'abord leurs positions et intérêts de classe.

Prenons le cas de Hadj Mohamed el Mograni. Son père, Khalifat de la Medjana sous le bey Ahmed de Constantine, s'était rendu aux Français et les aida, contre Abdelkader, à franchir les Portes de Fer, en 1838. A la mort de son père, en 1853, Mograni fut choisi par les Français pour lui succéder, mais comme bachaga, ce qui constituait une rétrogradation.

"C'était un vrai gentilhomme" disait de lui le docteur Warnier qui le détestait. Il alla souvent en France, à l'invitation de Napoléon III. Lors de la crise économique des années 1867-68, il hypothéqua ses terres pour gager un emprunt en vue d'aider les paysans ruinés à s'acheter les semences.

Homme fier, homme d'honneur chevaleresque dans la tradition féodale, il se sentait humilié par sa dépendance vis à vis des officiers français des bureaux et par la morgue des colons dont un grand nombre était un ramassis d'aventuriers venus des bouges méditerranéens. Il craignait l'instauration du régime politique civil qui le lierait aux colons, comme agent d'exécution. Déjà, on le privait de ressources fiscales prélevées sur ses administrés; on nommait des Caïds à la

(1) Page 341.

place de ses oukils; on lui enlevait les 5000 hectares de sa famille qui en jouissait depuis 20 ans près de Bordj Bou Arreridj; on lui retirait la garantie du gouvernement à propos de l'emprunt destiné à couvrir les dettes des fellahs ruinés.

La coupe était pleine; il envisagea (et il le dit aux Français) de passer en Tunisie avec sa famille. Mais déjà l'insurrection avait commencé. Elle l'entraîna.

"Aucune tribu, aucun chef indigène, n'eurent la velléité de résister à ce mouvement... Nos meilleurs chefs indigènes, sauf quelques-uns qui ont pu s'enfermer dans nos forts, avaient cédé à ce mouvement irrésistible." (1)

Les mérites de Mograni, de Si Aziz, de Cheikh Ahaddad et d'autres chefs ne doivent pas faire oublier leurs hésitations, l'ambiguïté de leur comportement, leur opportunisme.

Il serait tentant de les juger avec la conscience politique de notre époque. Ce serait une erreur. "Le vrai problème n'est pas de refaçonner l'antécédent d'après ses suites, mais de préciser, entre celles-ci et celui-là, les rapports réels." (2) Car leurs hésitations, leurs faiblesses sont dues aux conditions de leur époque et de leurs intérêts de classe.

A la veille de l'insurrection, Mograni a tenté d'éviter la guerre, de trouver une issue au conflit qui mûrissait, dans le respect des intérêts et des prérogatives des grandes familles, de la sienne d'abord, et dans le cadre de la présence française. Son ami, le caïd Bou Akkas, emprisonné à Constantine, n'a-t-il pas essayé de nouer des contacts avec les Français, pour l'arrêt des combats à condition de retourner "à l'état des choses ancien", c'est-à-dire au régime qui précéda l'instauration du pouvoir civil ? Les Français, exigeant la soumission et la comparution de Mograni devant la cour d'assises, firent échouer cette tentative.

Ces hésitations conduisirent d'autres chefs à la trahison. Tel est le cas du Bachaga de Chellata, Ben Ali Cherif "prêt à toutes les compromissions, à toutes les trahisons" (3); il avait un pied dans chaque camp; il suivit par contrainte les insurgés; il rallia les Français

(1) Robin - Idem - page 197.

(2) J. Berque : "Le Maghreb entre deux guerres".

(3) Ch. A. Julien - Idem - page 481.

à la première occasion (1). Traduit devant la cour d'assises de Constantine, condamné à cinq ans de prison, il fut libéré sur intervention de Gueydon et surtout de Thiers qui disait de lui : "c'est un sincère ami de la France". Ses biens ne furent pas confisqués; il fut rétabli dans son poste de Bachaga.

Les oscillations de certains chefs sont typiques du comportement féodal devant la catastrophe : sauver les intérêts de la caste, assurer la continuité de la "dynastie".

En pleine révolte, cinq caïds insurgés prennent contact avec le colonel Bonvalet, le 28 mars 1871 et lui disent : "Le jour où vous aurez un gouvernement et une armée nous serons les premiers à revenir à vous et à vous ramener les tribus parce que notre honneur et notre crédit seront intacts." (2)

Crainte de perdre la face devant les paysans, crainte de perdre les positions acquises et en même temps refus d'accepter le régime civil menaçant tous les Algériens, c'est entre ces pôles qu'oscillent les positions des chefs. (3)

Dans sa lettre de rupture au général Augeraud, Mograni écrit :

"Si vous étiez gouvernés par un homme de race, je n'hésiterai pas... Je ne puis accepter d'être l'agent du gouvernement civil. Je n'obéirai qu'à un sabre, dut-il me frapper." (4)

(1) Les protestations de ses descendants contre un reportage paru dans "Algérie-Actualités" (N° du 24-30/11/1968) et où le rôle de Ben Ali Cherif est fustigé, ne changeront rien à la réalisation historique.

(2) Agéron - Idem - page 19

(3) Boumezrag fait exception. Combattant indomptable, portant haut les traditions d'honneur des djouads, il dénonce la reddition de Si Aziz. Devant la cour d'assises de Constantine, il revendique ses responsabilités de chef. Condamné à mort comme droit commun, il accueille la sentence avec le sourire. Sa peine fut commuée en prison à vie. On le déporta en Nouvelle Calédonie où il rencontra Louise Michel héroïne de la Commune de Paris. Il participa à la répression d'une révolte canaque par les Français. Il bénéficia d'une mesure de grâce en 1905. Il fut ramené à Alger le 13 juillet de la même année. Il y mourut un an après dans la solitude. Tous les biens des Mograni avaient été confisqués.

(4) Cité par Rinn - Idem - page 97.

Si Aziz, (1) tout en participant activement aux combats, écrit le 14 mai 1871, une lettre aux chefs militaires français pour situer les raisons de la révolte dans l'arbitraire des caïds et des cheikhs; à son procès, il charge, paradoxalement, les bureaux arabes et ménage les pires ennemis : les colons.

Les fellahs, khammes ouvriers agricoles, bergers, bûcherons donnèrent au mouvement un contenu social et révolutionnaire indiscutable qui objectivement mettait en cause la présence française sur notre sol.

Ils n'avaient rien à perdre, tout à gagner, après des années d'oppression et les "années de la faim". Ils furent massacrés sans rémission. Par contre, sur les 250 chefs insurgés, les deux tiers furent acquittés par les tribunaux. Cependant les liens entre les chefs et les membres de la tribu étaient très solides; ces liens étaient une garantie de survie face à l'intrusion de l'étranger dans les luttes inter-tribales. Les paysans pauvres avaient besoin de leurs chefs et inversement. L'avis des chefs était déterminant. Leur reddition entraînait la reddition de tous.

L'hésitation des chefs leur absence de perspective au plan national entraîna des erreurs dans la conduite des opérations.

Face à une armée de type classique, bien outillée, dans l'ensemble bien encadrée (2), les insurgés avaient un plan pour l'immédiat : bloquer

(1) Condamné à la déportation simple en mars 1879 par la cour d'assises de Constantine, il échappa à la condamnation à mort par son attitude devant un tribunal dont le jury, rappelons-le, était composé uniquement d'Européens. Il s'évada de Nouméa en 1881, gagna le Hedjaz d'où il essaya de rentrer en Algérie par l'intermédiaire du Consul de France à Djeddah. Il mourut à Paris en 1895. Ses terres et celles de son père furent confisquées, sa famille expulsée de Kabylie. Son fils sera Khodja de commune mixte dans les Aurès.

Cheikh Ahddad, son père, fut condamné à 5 ans de prison par la même cour. Il mourut en 1874 à l'infirmerie de la prison. Les biens de la Zaouia furent saisis. Ils étaient estimés à 200.000 Fr de l'époque.

(2) Le moral de l'armée française n'était pas des plus hauts; défaite par les Prussiens, malmenée par les colons qui lui reprochent la défaite et lui imputent l'insurrection, elle cherche une compensation dans la "chasse à l'arabe". Le "Journal de Toulouse" écrivait à l'époque : "L'indiscipline a atteint des dimensions extrêmes et les volontaires qui s'étaient engagés dans l'armée au début de la guerre, refusent de combattre la révolte arabe."

les villes; en d'autres termes ils avaient une tactique mais pas de stratégie, conséquence militaire de l'absence de perspectives politiques claires.

Et ce plan lui-même, cette tactique se révélera inefficace, désastreuse. Face à l'armée française, seule la guérilla eut été rentable.

La guerre du peuple espagnol contre Napoléon 1er avait montré plus de soixante ans auparavant que "c'était les escarmouches incessantes d'un invisible adversaire qui épuisaient les armées françaises" (1).

Pourtant cette tactique était bien connue des peuples maghrébins depuis des siècles. Salluste disait des Numides : "Ils ne se livraient jamais à une bataille rangée ... Ils attaquaient à l'improviste les soldats qui erraient dans la campagne, ils les dépouillaient de leurs armes, les massacraient ... et avant qu'aucun secours n'arrivât du camp romain, ils se retiraient sur les hauteurs voisines".

Marx et Engels dans un texte célèbre, qui servira de base plus tard aux guerres de libération, écrivaient :

"Le soulèvement en masse, la guerre révolutionnaire et surtout la guérilla partout, tels sont les moyens qui peuvent permettre à un petit peuple d'avoir raison d'un grand ; ce n'est qu'ainsi qu'une armée plus faible peut tenir tête à une armée plus forte et mieux organisée". (2)

Or, les insurgés algériens s'engageaient essentiellement dans des batailles rangées : siège des villes (3), combats d'Icherriden, bataille de Bou-Taleb. Les chefs se faisaient accompagner de leurs smalas. Les Algériens ne possédaient pas de canons nécessaires à la guerre de positions. Ils étaient moins bien armés que les troupes françaises. Ils possédaient 200.000 fusils, insuffisamment de munitions. D'après le témoignage d'officiers français beaucoup de paysans allaient au combat sans armes.

Pourquoi la guérilla ne fut-elle pas systématiquement utilisée en 1871 ? Il semble difficile et même impossible d'apporter une réponse satis-

(1) Cité par Marx et Engels dans l'article paru dans le "New York Daily Tribune" (30 Octobre 1854) et publié dans le recueil "La lutte des partisans selon les auteurs classiques du marxisme-léninisme" — Editions en langues étrangères — Moscou 1946

(2) Idem - page 31

(3) La 1ère ville assiégée fut Bordj Bou Arreridj. Moqrani en avertit le commandant français dans la tradition de la chevalerie. Ce geste fut répété un peu partout pour d'autres localités à la veille d'être assiégées.

faisante à cette question si on s'en tient aux seuls problèmes militaires. Si on élargit le raisonnement au domaine socio-politique, on s'aperçoit qu'il n'y avait pas concordance entre la volonté des chefs de négocier le plus tôt possible, de mener donc une guerre de courte durée, de donner un coup de semonce à la France et la tactique de la guérilla qui suppose une guerre de longue durée, un fractionnement des contingents tribaux en petits groupes, l'apparition de chefs populaires à l'échelle des petites unités, la mise en question de la hiérarchie tribale.

Mais est-ce qu'une guerre de longue durée était possible avec l'amenuisement considérable de nos ressources économiques et notre potentiel humain d'alors ?

C'est le deuxième volet des causes profondes de l'échec de l'insurrection. N'oublions pas la famine, les épidémies, les calamités naturelles qui ont précédé l'insurrection et la perte d'un Algérien sur cinq entre 1867 et 1870.

Comme l'écrivent Lacoste, Noushi et Prenant dans "Algérie, passé et présent", "La crise de 1866-1870 a amoindri le potentiel humain de l'Algérie" (1) mais le débat reste ouvert.

Parmi les autres causes de l'échec, notons le calme dans les villes importantes. A ce calme plusieurs raisons : le poids de l'appareil administratif et du peuplement européen, les liens insuffisants entre les paysans et les citadins, la dislocation des élites citadines après la conquête, le dépeuplement des villes. C'est le cas, par exemple, d'Oran dont la population passe de 40 000 habitants en 1831 à 1 000 en 1838. Et Mostefa Lacheraf qui fournit ces renseignements (2), cite Augustin Berque à propos d'Oran : "Voici donc une ville dont toute la population est de récente origine".

De nombreux citadins, les cadres de cette époque, se sont exilés; les métiers traditionnels ont périclité; l'Algérie "perd sa population la plus évoluée". Il est vraisemblable que les villes, où des réunions clandestines" avaient été signalées à la veille de l'insurrection, se sont réfugiés dans une résistance passive et que les Français ne sont pas arrivés, exception faite de Constantine, à susciter parmi les notables des motions "d'attachement à la France" comme celle obtenue par des moyens bien connus, auprès de huit notables bourgeois de Constantine, et dont Agéron (3) donne cet extrait :

(1) Page 374

(2) "L'Algérie, Nation et Société" - Maspéro - Page 178

(3) Déjà cité - page 12.

"les Bédouins ne renonceront pas à leur conduite traditionnelle, aux moeurs de leurs montagnes, si on ne les frappe pas d'une répression sévère et énergique qui les pénètre de terreur et d'épouvante". Les mots sont trop proches du vocabulaire du colonat pour refléter les sentiments profonds de ces citoyens. Peut-être aussi était-ce un moyen pour les Français de contrebalancer l'effet produit par l'appel des citoyens d'Alger en avril 1871 à la Reine d'Angleterre ? Quoi qu'il en soit, la faiblesse en cadres dans les villes, l'esprit de conciliation de la bourgeoisie citadine, son attachement à ses biens sont autant de facteurs qui expliquent ce calme. C'est dans la paysannerie en général, et particulièrement dans celle que la conquête a ruinée, que s'était réfugié l'esprit de résistance.

Autre erreur de caractère tactique qui a contribué, dans une certaine mesure, à l'échec : l'insurrection est officiellement déclenchée après l'armistice franco-prussien qui rend disponibles les troupes françaises qui seront utilisées contre les insurgés algériens. Mais est-ce bien une erreur lorsqu'on sait qu'au début de la guerre, les chefs féodaux, dont Moqrani, avaient proclamé leur loyalisme à la France et proposé de lever des contingents pour marcher à ses côtés contre la Prusse ? Ce retard et l'attitude des chefs à la veille de la guerre s'expliquent : ces chefs féodaux sont soucieux avant tout de leurs intérêts et de leur avenir en tant que caste. La menace, au début du conflit, n'était pas encore précise; c'est après la défaite et la chute de Napoléon que cette menace est devenue réalité. Le peuple réagit le premier et les chefs prirent la tête du mouvement avec sans doute l'idée de l'utiliser pour faire céder la France au sujet du régime civil, pas plus. C'était aussi une des revendications des masses. D'où, avec la solidarité traditionnelle, l'alliance entre chefs et paysans.

Enfin, notons l'isolement international - inévitable à l'époque - dans lequel se déroule l'insurrection et faisons deux constatations :

absence de solidarité de la part des pays proches : la Tunisie (en butte aux visées italiennes et françaises) et le Maroc dont le sultan interdit aux Beni Snassen et aux Ouled Sidi Cheikh de la région d'Oujdan d'entrer dans la lutte.

On ne peut, bien entendu, établir une relation de cause à effet entre l'insurrection de 1871 et la Commune de Paris. Mais la simultanéité des deux mouvements ne fut pas tout à fait fortuite. On a vu que la "division des tribus françaises" encouragea le déclenchement du mouvement armé. Cependant il n'y eut - et il ne pouvait y avoir étant donné les niveaux politiques respectifs des deux soulèvements et la situation

internationale de l'époque - la moindre solidarité consciente entre eux. Cependant, la Commune retint à Paris des forces qui auraient pu servir contre les insurgés algériens et inversement, l'écrasement de la Commune permettra l'envoi en Algérie de régiments qui briseront l'insurrection.

Indifférentes l'une à l'autre, l'insurrection et la Commune firent chanceler le régime de la bourgeoisie capitaliste et colonialiste française, leur ennemie commune. C'est le premier exemple de solidarité naturelle, à leur insu, entre colonisés et prolétaires du pays colonisateur.

Mais qu'en était-il des mouvements de résistance dans le reste du monde colonisé ou en voie de l'être, en 1871 ?

--oOo--

V - QUELQUES ASPECTS DE LA SITUATION MONDIALE

DANS LES ANNEES 1860 A 1871

CHINE : 1860 expédition anglo-française; prise et pillage de Pékin.
1864 défaite des Taïping, paysans révoltés contre les envahisseurs étrangers et les grands propriétaires fonciers; ce soulèvement fut qualifié par Engels de "guerre nationale pour le maintien de la nationalité chinoise." (1)

INDE : 1864 l'insurrection des Cipayes est noyée dans le sang par les Anglais. L'Inde est reliée à l'Europe par le télégraphe; en 1877 la reine Victoria est proclamée impératrice des Indes.

ASIE CENTRALE :

1866 occupation de Tachkent par les Russes.

JAPON : 1867 début de l'ère moderne en réaction contre les empiètements des Etats-Unis et de l'Occident.

COREE : 1869 expédition des Etats-Unis.

AFRIQUE NOIRE :

1869-71 accentuation de la pénétration française et anglaise.

TUNISIE : 1869 après la banqueroute, commission financière internationale de contrôle sur les finances tunisiennes.
Droit accordé aux Français d'acheter des immeubles en Tunisie.

MAROC : 1859/60 les Espagnols s'emparent de Tétouan. Incursions françaises en territoire marocain à partir du Sud-Oranais, en vertu du droit de poursuite prévu par le traité de Lalla Maghnia (1845) entre la France et le Maroc.

EGYPTE : 1869 inauguration du canal de Suez.
1875 l'Angleterre rachète au Khedine (vice-roi de l'Egypte) ses actions sur le canal.

En Europe on note l'écrasement de l'insurrection polonaise en 1863, la répression contre l'Irlande en 1870, la fondation de la première internationale à Londres en septembre 1864, la défaite de la Commune en 1871,

(1) Marx et Engels: textes sur le colonialisme (Editions de Moscou, p.142)

la formation de l'Unité allemande en 1871 et les progrès de l'Unité italienne. En Amérique, la guerre de sécession prend fin en 1865, après quatre ans de lutte, par la victoire des industriels nordistes sur les gros planteurs esclavagistes du Sud.

Que révèle ce tableau schématique ?

- En Angleterre et en France surtout, le capitalisme, en pleine expansion et qui a déjà pris pied sur de nombreuses terres d'Asie, d'Afrique, d'Océanie et d'Amérique, poursuit son expansion, poussé par la nécessité de trouver des matières premières à son industrie, des marchés nouveaux pour ses produits fabriqués, des bases stratégiques pour assurer sa liberté de mouvement.

C'est plus tard, bien après le dépècement de l'Afrique, en 1885, au congrès de Berlin, qu'il atteindra le stade de l'impérialisme et partagera le monde colonial en possessions et zones d'influence.

- Face au capitalisme et au colonialisme, les peuples agressés, isolés les uns par rapport aux autres, sont sur la défensive ; leurs résistances sont brisées, leurs territoires occupés ou indirectement contrôlés.

- Le mouvement ouvrier européen en est à ses premiers pas (organiquement et idéologiquement), sa première tentative révolutionnaire en France est brisée à Paris en 1871. A l'égard des peuples colonisés, il ne formulera que beaucoup plus tard, par Lénine (né en 1870), la théorie contenue en germe dans l'oeuvre de Marx : l'union de combat entre la classe ouvrière des pays oppresseurs et les mouvements nationaux des pays opprimés.

Ainsi les conditions externes à la victoire de la grande insurrection de 1871 n'étaient pas non plus réunies.

Ainsi la défaite s'inscrit dans le cadre de l'échec général des mouvements de résistance des pays colonisés ou en voie de l'être.

VI - CONSEQUENCES DE LA DEFAITE DE 1871

L'échec de l'insurrection a eu pour première conséquence un nouvel élan de la colonisation.

La loi foncière du 25 juillet 1873, dite loi Warnier, est le moyen juridique par lequel la colonisation a poursuivi sur une vaste échelle l'expropriation des fellahs. En supprimant l'indivision, elle a ouvert la porte à l'intrusion d'étrangers au sein des propriétés indivises.

Ceux des propriétaires endettés, appauvris, vendent la partie de la terre qui leur appartient; il suffit qu'un colon l'acquiert pour qu'à vil prix, les autres parcelles suivent le même chemin.

En dix ans, entre 1871 et 1880, en application de cette loi et compte tenu des effets du séquestre, la colonisation s'accapara de 401 099 ha (compte non tenu des terres que l'Etat français détient et qu'il n'a pas encore distribuées aux colons), c'est-à-dire de la même superficie de terres volées aux paysans entre 1830 et 1870 (détails fournis dans "L'Algérie, passé et présent").

On crée de nouveaux centres de colonisation : 54 dans l'Oranais, 60 dans l'Algérois, 114 dans le Constantinois.

Mais les colons pratiquent l'absentéisme et louent leurs terres aux anciens propriétaires.

L'absentéisme et la crise de 1875, ruinent nombre de petits colons auxquels les gros colons achètent les terres : on assiste ainsi à une concentration de plus en plus accélérée de la propriété coloniale. Le triomphe de la grande colonisation commence. La vigne s'étend et lui donne de solides assises. Le décret du 23 avril 1898 accorde la personnalité morale et un budget distinct à l'Algérie des colons. Avec les délégations financières, leur pouvoir politique est profondément assis. Conséquence de cet enrichissement de la colonisation : aggravation de la paupérisation du paysannat.

De 1880 à 1898, les fellahs vendent aux colons 512 151 ha et leur en achètent 121 842, soit une perte de 390 309 ha pour la propriété algérienne. Comme ce sont les grands propriétaires algériens qui rachètent des terres aux colons, la perte de 390 309 (en fait de 512 151 ha) concerne uniquement les petits fellahs (1), devenus ainsi prolétaires.

(1) La surface moyenne passe, pour nos paysans, de 2,65ha à 1,58ha. C'est dire qu'en réalité le chiffre est plus bas pour les paysans pauvres.

Ces transactions enrichissent donc les colons et certains gros propriétaires fonciers algériens.

Le chiffre des ovins passe de 10 538 758 en 1880 à 6 291 306 en 1900.

Les chèvres (bétail du pauvre) : 1885-1889 - 4 480 172 têtes;
1889-1899 - 3 474 810 têtes.

De nouveau, les maladies et la famine sévissent (famine de 1892-1893 dans le Chélif et famine de 1897-1898 dans l'Oranie). Dans l'Algérois, en 1892-1898, on rencontre des "Arabes faméliques, la figure bleue, l'aspect de squelettes, le regard féroce et troublé par les souffrances du ventre". (1)

Certaines grandes familles féodales, en particulier celles dont les chefs ont participé à l'insurrection, n'échappent pas à la ruine économique et à la décadence politique.

Celles qui ont pu échapper en partie au désastre total n'ont plus les ressources nécessaires pour entretenir la nombreuse clientèle qui constituait leur force. Avec la dissolution progressive des liens tribaux, la prolétarianisation des fellahs obligés d'aller chercher du travail ailleurs que dans leurs régions d'origine, avec l'économie monétaire, reculent les liens féodaux se dégradent les bases économiques et sociales de la féodalité.

Les nouveaux chefs nommés par les Français, sont de moins en moins recrutés dans les anciennes familles Djouad ou chorfa; ils sont issus de l'armée française, de la petite bourgeoisie rurale. Sans tradition, sans passé, ils sont les agents à tout faire des administrateurs de communes mixtes et des colons; ils pressurent leurs fellahs, écrasent les djemaas d'autant qu'ils viennent d'une autre région; ils sont haïs par la population.

La défaite de 1871 marque aussi les débuts d'un déclin progressif des confréries et d'un changement radical dans leur rôle jusqu'ici patriotique pour la majorité d'entre elles.

L'esprit de soumission prend le pas sur l'esprit de résistance, en même temps que se développent la superstition, l'esprit maraboutique, la dégradation des valeurs progressistes de l'Islam.

La détresse des masses paysannes face aux fléaux naturels, à ceux de la colonisation, la défaite, les conduisent à penser que "ce châtement de Dieu" est dû aux "péchés"; elles les conduisent à chercher les remèdes, les voies et les moyens de sortir de cette situation dans les pratiques maraboutiques.

(1) Cité par Agéron - Idem - Tome 2 - page 796

Les grands propriétaires fonciers, les chefs des confréries devenus collaborateurs des Français et enrichis, entretiennent cet état d'esprit. Les zaouias, centres de résistance jusqu'en 1871, deviennent centres d'obscurantisme et de collaboration avec les occupants. Les Quadiriya et les Ziyaniya de Kenadsa prêtent leur concours à la pénétration française au Sahara.

Les troupes françaises obtiennent "le concours précieux de la Zaouia de Kerzaz dans la Saoura pour l'occupation des Oasis en 1900-1901". (1)

Ceux des chefs des confréries qui s'étaient compromis dans la résistance cherchaient à renouer avec les Français; ces derniers entretenaient des dissensions entre les confréries et au sein de chacune d'elles.

Les cheikhs devinrent des satrapes avec des privilèges "féodaux" : corvées des administrés, aide financière des Français. Les supérieurs de Zaouia se retrouvaient seigneurs riches, candidats parfois aux élections. Ils se coupaient des paysans. Mais "user d'un marabout c'est l'user" disaient certains administrateurs; on constata une désaffection des masses à l'égard des parvenus. Un foyer de résistance fut ainsi éteint. A sa place, de nouvelles forteresses économiques et idéologiques de type féodal, au service de l'ennemi, furent édifiées.

Plus tard, le cheikh Ben Badis écrira : "les marabouts sont les bêtes domestiques du colonialisme, ils sont la main qui exécute ses ordres calamiteux et le pont qui lui fraye le passage" (2).

Tout ce qui précède explique le long silence des campagnes après 1871, entrecoupé ça et là par quelque révolte chaque fois brisée : celle de Bouamama (1880-1882), celles de Margueritte (1901) des Beni Chougrane et des Aurès (1916).

Le dos au mur, réduits à l'extrême dénuement, privés de leurs cadres, les fellahs essaient de survivre, assumant une double attitude: refus de l'étranger et de ses valeurs et silence prudent illustré par ce proverbe : "Garde le MIM, il te gardera" (MIM : première lettre de la négation arabe : MA).

Agéron note : "investie de tous côtés, la société paysanne indigène s'enfermera dans un silence réprobateur qu'on prit à tort pour de la résignation" (3).

Elle résistera aux menaces et aux séductions de l'ennemi. Sur les

(1) Agéron - Idem - page 901

(2) "El bassair" 3 septembre 1937

(3) Idem.

200 000 fusils des insurgés de 1871, les Français ne purent en récupérer que 88 867. Les autres étaient au fond des caches, comme l'espoir enfoui dans les coeurs.

Désormais, les villes prendront le relais des campagnes, avec des formes nouvelles dans l'action, conformes aux réalités de l'heure, au rapport des forces, aux intérêts et au tempérament des couches et classes sociales des villes qui assumeront cette action, bref au niveau général du mouvement.

C'est la bourgeoisie, moyenne et petite, la bourgeoisie traditionnelle dans les vieilles cités, la nouvelle dans les bourgs créés par la colonisation, formée à l'école française (intellectuels, fonctionnaires, moyens propriétaires) ou lettrés en arabe qui revendiquent vers la fin du siècle, et pour commencer, l'égalité avec les Français, mais dans le respect de la personnalité algérienne exprimée dans la formule : statut personnel. (1)

Les élites utilisent les motions, les pétitions, les délégations, créent des journaux surgis d'un peu partout, aux titres significatifs : "El Misbah", "Al Hillal", "Al Kawkab al Djazairi", "Ar-Rachedj", "L'islam" etc ...

Ces titres qui se réfèrent souvent à la lumière ne soulignent-ils pas ainsi les ténèbres qui entourent le pays ? Dans l'exemple de la Révolution Jeune-turque, ces efforts trouvent un encouragement pour aller vers le modernisme sans trancher les liens du passé.

On assiste aussi à la renaissance des études historiques en arabe, par des Algériens sur l'Algérie : Ibn Ammar (1902), Ibn Maryam (1907), Al Wartilany (1908), Al Ghobrini (1910), Abou Qassem el Hafnaoui (1907) qui estimait urgent de "faire connaître aux descendants l'histoire de leurs ancêtres".

Les formes de lutte prennent parfois un caractère de masse, atteignent un niveau élevé, en particulier contre la conscription ; aux pétitions des notables (à Constantine, Alger, Tlemcen, d'où s'exilent des centaines de citoyens), succèdent les manifestations de rues à Nédroma, le refus des jeunes appelés de se présenter à Batna, au cours de la se-

(1) Le gouverneur général Cambon déclarait le 30 mai 1891 au sénat français : "ce serait une erreur de penser que l'assimilation absolue de l'Algérie est possible ... On se trouve en présence d'un peuple qui résiste à nos sollicitations, à nos exemples, à notre système d'éducation, d'un peuple qui vit une existence propre et qui en est fier".

(Cité par "Cahiers Internationaux" - N° 115 - Novembre-Décembre, p.76)

conde guerre mondiale, et les révoltes de 1916 dans le Belezma et les Chougrane. Des chants anonymes naissent contre le service militaire :

"Le chemin de l'exil, je vais suivre

"Je dis adieu à mes parents ;

"Nous nous séparons avant la mort.

"Les Français ont pris ceux de dix-huit ans

"l'année prochaine ils prendront ceux de dix-sept ans ..."

Conséquence de la politique d'expropriation, la campagne se déverse sur les villes. Les paysans, chassés par la faim, viennent chercher du travail, d'abord hypothétique, ensuite réel, comme manoeuvres, mineurs, éboueurs, portefaix, au service des Européens de plus en plus nombreux. Puis c'est l'émigration vers la France.

Ces faits auront des conséquences sociales et politiques considérables avec la naissance d'une classe nouvelle en Algérie : la classe ouvrière. Déjà le journal "L'Islam" écrivait en des termes qui reflétaient déjà une haute conscience politique :

"Notre plus chère ambition est d'arriver à organiser la classe ouvrière indigène et de l'amener aux côtés du prolétariat français à la bataille pour les idées et les réalisations économiques et sociales". (1)

Un député français, Abel Ferry, prédisait en 1914 : "Le prolétariat agricole va être demain un prolétariat ouvrier. Déjà les Kabyles, dans toutes les mines du Nord et les industries de Marseille et de Paris, montrent qu'ils sont des ouvriers. Ils empliront les mines de l'Ouenza et dans vingt-cinq ans, vous aurez en Algérie un prolétariat ouvrier. Et l'histoire montre que, quand les problèmes sociaux puisent leurs forces dans les complications religieuses, dans les ressentiments nationaux, ils ont alors une force d'explosion incomparable". (2)

On assiste ainsi à la gestation secrète, au milieu des souffrances, au coeur de l'Algérie arrogante des colons, apparemment éternelle, et derrière sa façade apparemment sans fissure, d'une autre Algérie, celle-ci authentique, faisant corps avec ses monts et ses plaines, et qui un jour surgira au milieu de la tourmente, libre et souveraine.

Après le tournant mondial d'Octobre 1917 en Russie, naîtra le mouvement politique moderne qui, patiemment, malgré le code de l'indigénat et les erreurs, préparera les conditions de l'insurrection de 1954 et la victoire de 1962.

(1) Numéro du 19/12/1913.

(2) Ch. A. Julien. "L'Afrique du Nord en marche" (Julliard P. 106-107).

VII - UNE GRANDE LEÇON DE 1871 POUR L'ALGERIE D'AUJOURD'HUI

On se bornera de tirer une seule leçon de l'insurrection de 1871, extraordinaire levée de masse de la paysannerie pauvre. Insuffisamment armée, cette paysannerie dépensa des prodiges d'héroïsme et d'énergie pour libérer ses terres et la terre algérienne.

C'est cette même revendication de la terre, indissolublement liée à la libération nationale qui a soutenu, entre 1954 et 1962, les énergies des paysans pauvres. C'est elle qui explique l'occupation des terres des colons, l'indépendance une fois proclamée. Notre pays a récupéré les terres volées par les colonialistes; elles sont exploitées en auto-gestion dont la démocratisation permettra aux ouvriers de se sentir plus responsables, de déployer leur esprit d'initiative.

Mais dans un large secteur dit traditionnel, d'immenses et belles terres sont possédées par une petite minorité de grands propriétaires fonciers; ces terres, ils les ont acquises pour la plupart par leur collaboration avec l'occupant étranger, par l'achat à vil prix des terres des paysans ruinés, par l'exploitation féroce des khammès et des ouvriers agricoles.

Le projet de réforme agraire prévoit la limitation de la grosse propriété, la distribution des terres aux paysans pauvres et la modernisation de l'agriculture traditionnelle.

LePAGS a étudié minutieusement dans plusieurs textes les raisons politiques, économiques et sociales qui militent en faveur de l'application sans retard de cette réforme. On abordera ici succinctement les raisons idéologiques et psychologiques qui plaident dans le même sens.

Depuis l'indépendance, la réforme agraire est officiellement à l'ordre du jour. Elle est restée à l'état de projet depuis 8 ans. Ce retard s'explique avant tout par l'opposition des grands propriétaires fonciers et leurs alliés dans les sphères gouvernementales. Ce retard décourage les paysans pauvres; il introduit le doute dans leur esprit sur la sincérité des proclamations successives non suivies d'effet ; il les démobilise, risque de les détacher de la révolution. Situation qui comporte des dangers : elle renforce les positions des propriétaires fonciers, leur influence idéologique sur les paysans pauvres. Cette idéologie, reflet des vestiges féodaux, est aussi alimentée par les

pratiques maraboutiques et la superstition dont les foyers sont les zaouias. Cette idéologie est un obstacle à la libération culturelle, économique et sociale des masses. Elle est un obstacle à la réforme agraire elle-même. Les grands propriétaires fonciers et les chefs des confréries qui leur sont liés ne s'en servent-ils pas pour justifier le maintien des classes, la nécessité, dans une société, d'avoir des riches et des pauvres ?

Les confréries et zaouias, foyers patriotiques jusqu'en 1871, sont devenues des auxiliaires de l'ennemi après l'échec de l'insurrection, cultivant l'obscurantisme dans les campagnes, la résignation, la soumission à l'ordre colonial. Aujourd'hui, elles sont pour le maintien de la grande propriété terrienne, d'autant que les grands propriétaires sont parfois chefs de zaouias ou alliés de grands marabouts. Elles sont pour le maintien de liens de dépendance économique entre le paysan pauvre et le propriétaire, liens qui assurent la pérennité de la grande propriété et de la misère des paysans sans terre.

Aucune mesure administrative, aucun procès contre tel petit taleb (en général fils de paysan pauvre et victime à son insu de l'idéologie qu'il colporte) ne supprimera la superstition et les vestiges de l'idéologie féodale.

Il faut commencer par arracher les racines sociales et économiques de cette idéologie, rendre le paysan pauvre indépendant du propriétaire foncier, l'aider à se dégager de cette "chape de plomb" qui, depuis des siècles, pèse sur lui, de cette terrible sensation d'impuissance qui l'étreint face aux fléaux naturels, à la misère atroce, au sein d'un système d'exploitation qui l'assiège dans son gourbi; bref, lui permettre d'acquiescer une conscience scientifique et révolutionnaire. Comment ?

En supprimant le joug du grand propriétaire terrien, en brisant les liens de dépendance qui l'attachent à ce dernier : khammassat, différentes formes de métayage, salariat. La bataille pour la réforme agraire montrera aux paysans pauvres encore sous l'emprise idéologique et spirituelle des grands propriétaires fonciers et des chefs de confréries où sont leurs véritables ennemis : elle se déroulera en effet sur le terrain économique, démasquera les grands propriétaires et leurs alliés où qu'ils se trouvent.

La réforme agraire constitue en effet, aujourd'hui, avant les autres options nationales, "le critère appelé à distinguer ceux qui sont acquis à la révolution, au peuple, à l'Algérie, de ceux qui ne croient pas à tous ces principes ... Ces grands problèmes qui rassemblent les révolutionnaires authentiques et éliminent ceux qui ne croient pas à

la Révolution" (discours du Président Boumediène au CNES, 15/10/70). C'est dans la bataille pour la réforme agraire, dans son application et dans l'effort qui suivra que disparaîtront progressivement, en liaison avec l'amélioration des conditions de vies dans les campagnes et la pénétration en grand de l'instruction, les vestiges de l'idéologie féodale et les idées obscurantistes.

Ne dépendant plus de leurs ennemis de classe, libres sur les terres qu'ils exploiteront, les paysans s'attacheront solidement à la Révolution, découvriront une solidarité nouvelle, dans sa forme et son contenu.

Le besoin inné de solidarité chez nos paysans possède une tradition qui remonte au fond des siècles, face à la nature hostile, à l'ennemi extérieur. La solidarité est pour lui un moyen de survie; d'où cette propension naturelle à se lier à une confrérie, à une grande famille; d'où la solidarité des liens tribaux.

L'attachement actuel de nombreux paysans aux confréries, à certaines grandes familles prouve que la solidarité des travailleurs des villes envers ceux des campagnes est très insuffisante, sinon inexistante.

Il appartient aux travailleurs des villes et à leurs syndicats de liquider cette dangereuse faiblesse, de répondre à ce besoin de solidarité des paysans, dévoyé par les exploiters paternalistes et les confréries, de forger des liens solides avec leurs frères de lutte, les paysans pauvres, à la faveur de la bataille de la réforme agraire.

Ce problème devrait être inscrit à l'ordre du jour de tous les syndicats, à tous les échelons, et résolu par une action persévérante, chaque syndicat ayant son secteur d'activité, l'objectif étant d'aider les paysans pauvres à s'organiser pour l'application de la réforme agraire et leurs revendications.

La question de l'alliance entre les ouvriers des villes et les paysans pauvres doit être clarifiée par la définition des rôles respectifs de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Dans l'Algérie d'aujourd'hui, et plus encore dans celle de demain avec l'industrialisation en cours, la classe ouvrière est la classe la plus révolutionnaire.

Quant à la paysannerie, elle ne peut jouer un rôle dirigeant dans la Révolution. L'expérience de tous les pays, et la nôtre, le démontrent. Elle n'est pas non plus réactionnaire dans son ensemble. Ceux qui soutiennent des points de vue contraires oublient qu'elle n'est pas

homogène. C'est en forgeant sans tarder cette alliance entre travailleurs des villes et travailleurs des champs, autour de la principale tâche de l'heure, la réforme agraire et son application, que seront libérées les forces révolutionnaires de nos campagnes où se trouve encore le plus fort pourcentage de nos populations.

Cette libération conditionne la marche victorieuse de la Révolution nationale et démocratique vers la société socialiste.

C'est la précieuse leçon, adaptée aux temps modernes, que nous lègue la grande insurrection nationale de 1871.

LA COMMUNE DE PARIS

POUR mieux saisir l'importance et la signification de la Commune de Paris, nous pensons qu'il est nécessaire de rappeler la situation politique qui l'a précédée et l'enchaînement des faits qui ont conduit à cet événement exceptionnel.

À la veille de la Commune, comment donc se présentait la situation en France ?

situation politique générale

Deux révolutions brèves mais violentes renversent, la première le roi Charles X (en 1830), le deuxième le roi Louis-Philippe (en 1848). La République est alors proclamée.

Mais, royauté ou République, la bourgeoisie française - depuis la Révolution de 1789-1794 - est maîtresse du pouvoir d'Etat. La classe ouvrière et la petite bourgeoisie ont participé aux journées révolutionnaires de 1830 et 1848. Mais elles ne gagnent aucun avantage de ces révolutions et la classe ouvrière surtout reste durement exploitée et opprimée.

En décembre 1848, Louis Napoléon Bonaparte, neveu de Napoléon 1^{er}, se fait élire avec l'aide de la droite Président de la nouvelle République. Le 2 décembre 1852, il la renverse et, par un plébiscite, se fait proclamer Empereur sous le nom de Napoléon III.

Le nouveau régime s'installe dans la terreur. Des mouvements de révolte à Paris et dans le midi de la France sont durement réprimés par l'armée : on fusille, on emprisonne, on exile (V. Hugo par exemple), on déporte en Algérie. L'Empire français fait la guerre : en Crimée, en Autriche, en Italie, au Mexique... et c'est finalement la guerre avec la Prusse gouvernée par Guillaume II et Bismark (1870).

Malgré certaines libéralisations qui touchent peu la classe ouvrière, l'Empire est resté le pouvoir d'une bourgeoisie qui se développe, s'enrichit, spéculé. (Zola a laissé dans son oeuvre une excellente peinture de la bourgeoisie et de la classe ouvrière de cette époque.)

La guerre avec la Prusse se terminera par la défaite, l'invasion de la France, la capitulation de Napoléon III à Sedan, Paris assiégé où, le 27 mars 1871, sera proclamée la Commune.

situation de la classe ouvrière

■ A l'au développement du capitalisme industriel, le prolétariat a beaucoup grandi en nombre. Mais la conscience de classe est encore en période de formation.

En 1848 paraît le Manifeste Communiste de Marx-Engels qui reçoit une audience limitée. Mais 16 ans après, en 1864, est fondée à Londres la 1^{ère} Internationale (ou Association Internationale des Travailleurs : A.I.T.) où Marx et Engels jouent un rôle très important.

Cette association qui regroupe des ouvriers du prolétariat européen est encore divisée en plusieurs courants idéologiques où les idées utopistes de Proudhon d'une part, celles de Blanqui et de l'anarchisme d'autre part jouent un grand rôle. Signe de l'immaturité du prolétariat européen, ces divisions se feront sentir dans la Commune de Paris.

de Sedan à la Commune

■ A la chute de l'Empire suit la capitulation de Napoléon III à Sedan, le 2 septembre 1870. Le 4 septembre : manifestations populaires à Paris. La République est de nouveau proclamée et un gouvernement de "Défense Nationale" est constitué. Marx dira "gouvernement de la défection nationale". En effet, la bourgeoisie française est prise entre deux feux : les Allemands sont aux portes de Paris, mais le prolétariat est dans Paris et dans d'autres villes de France où il est prêt à manifester ses exigences. On ne tardera pas alors à voir que pour la bourgeoisie, l'ennemi principal n'est pas l'Allemagne mais la classe ouvrière. (1) En effet, le gouvernement provisoire se préoccupe peu de défendre Paris et la France (42 départements sont déjà envahis !) mais cherche à mater le peuple mécontent.

Le 18 septembre 1870 la capitale française est investie par l'armée allemande. Le problème qui se pose à la classe ouvrière est celui de

(1) "La bourgeoisie formait alors un "gouvernement de défense nationale" le sous la direction duquel le prolétariat devait combattre pour l'indépendance nationale. En réalité, c'était un gouvernement de "trahison du peuple" qui voyait sa mission dans la lutte contre le prolétariat de Paris" (Lénine : Les enseignements de la Commune - 1908).

savoir quelle est sa tâche du moment et comment organiser ses moyens d'action. Défense du territoire avec l'aide de la bourgeoisie ou contre elle s'il le faut ? Union sacrée autour de la Patrie ou guerre menée par le peuple contre l'envahisseur et par la mise au pas à l'intérieur d'une bourgeoisie défaitiste prête à trahir devant le "péril rouge" ?

Il semble bien que les choses n'étaient pas claires pour la classe ouvrière et qu'elle se soit au début méprise sur le rôle du gouvernement provisoire.

Dès le 9 septembre 1870, l'A.I.T. envoie une Seconde Adresse (la Première datant du 22 juillet 1870) à la classe ouvrière française. Elle est rédigée par Marx qui met en garde le prolétariat parisien contre une insurrection alors que l'ennemi est aux portes de Paris. "La classe ouvrière française se trouve placée dans des circonstances extrêmement difficiles. Toute tentative de renverser le nouveau gouvernement quand l'ennemi frappe presque aux portes de Paris serait une folie désespérée..." (Cependant, une fois l'insurrection déclenchée, Marx, avec l'A.I.T., la soutiendra de toutes ses forces.)

La fin du mois de septembre et le mois d'octobre 1870 sont marqués par des manifestations à Paris. Le peuple réclame des armes, proteste contre les tractations plus ou moins secrètes du gouvernement provisoire avec l'Allemagne. L'avant-garde révolutionnaire, d'inspiration blanquiste, mal liée aux masses, échoue. Le gouvernement provisoire organise des élections municipales le 5 novembre et remporte un succès : 12 mairies sur 20 sont pro-gouvernementales.

Pendant ces mois là, la province française bouge également : manifestations à Lyon, à Marseille.

En janvier 1871, l'opposition s'organise. "L'Affiche Rouge" publie les exigences des délégués de 20 arrondissements de Paris : réquisition des biens nécessaires à la défense et à l'approvisionnement de Paris, rationnement (pour éviter la spéculation), attaque en masse contre l'ennemi. Ces délégués émanent de "Comités de vigilance" qui ont élu leur Comité central.

Beaucoup de membres de l'A.I.T. y participent. "Place au Peuple, place à la Commune !" dit le texte.

Le Gouvernement Provisoire frappe les représentants populaires (la petite bourgeoisie s'est alliée au prolétariat) et les accuse d'être des agents de l'étranger, pendant qu'il se décide à livrer la France.

Le 27 janvier sont annoncées les conditions d'Armistice. Bismarck exige des élections en vue de traiter avec une Assemblée à sa botte, le dé-

sarment de l'enceinte fortifiée de Paris et, dans les 15 jours, 200 millions. Les élections ont lieu le 8 février. L'Assemblée se réunit à Bordeaux le 13 février. Thiers, chef de l'exécutif reprend les contacts avec Bismark, livre l'Alsace-Lorraine et promet 5 milliards de tribut de guerre. Le tout est ratifié le 26 février 1871 par l'Assemblée qui va alors siéger à Versailles.

Dans Paris, la colère populaire gronde et certains songent à s'opposer par la force à l'entrée des Prussiens dans la capitale le 1^{er} mars. Le 29 février, "L'Affiche Noire" appelle au calme : "Toute attaque servirait à désigner le peuple aux coups des ennemis qui noieraient les revendications sociales dans un fleuve de sang... Toute agression serait le renversement de la République... Il sera établi autour des quartiers que doit occuper l'ennemi une série de barricades, propres à isoler complètement cette partie de la ville. La Garde Nationale de concert avec l'Armée, veillera à ce que l'ennemi ne puisse communiquer avec les parties retranchées de la ville." Le peuple écoute cet appel et le massacre inutile est évité. (*) (encadrée de noir).

Le 1^{er} mars, 30 000 soldats prussiens entrent dans Paris, défilent sur les Champs-Élysées. Paris se couvre de drapeaux noirs. Les Prussiens ressortent le 3 mars et se tiennent autour de Paris.

Le 3 mars est constitué le Comité central de la Garde nationale. En plus de l'armée régulière, on avait recruté pour la défense de Paris des Gardes nationaux payés 1,50 Franc par jour, et émanant de toutes les couches sociales. 254 bataillons se fédèrent (d'où le nom de Fédérés donné aux soldats de la Commune). Ils sont liés aux Comités de vigilance des arrondissements.

Une bonne partie de l'armée régulière est avec le gouvernement à Versailles mais les Gardes Nationaux sont armés et, aidés par le peuple parisien, ils mettent à l'abri des Allemands des canons dans les quartiers non occupés.

Le 8 mars, Thiers essaie de faire reprendre les canons parqués au Luxembourg. Il échoue.

Le gouvernement continue la répression : il interdit des journaux républicains et condamne à mort par contumace Blanqui et Flourens.

Le 18 mars fut une grande journée historique. Le gouvernement venu s'installer au Quai d'Orsay à Paris, tente d'enlever tous les canons au peuple parisien qui s'y oppose. Thiers recule et décide de se replier avec l'Assemblée à Versailles pour y préparer la reprise en mains de la capitale. Mais le peuple de Paris s'organise mal; il laisse les portes de la ville ouvertes et les soldats gouvernementaux peuvent sortir. "Il eut fallu marcher aussitôt sur Versailles" écrit Marx le 12/4/1871.

Les 21 et 22 mars : manifestations de bourgeois réactionnaires appelés "les Amis de l'Ordre". Le 26 mars : élections populaires à Paris.

Le 27 mars 1871, dans l'euphorie générale, proclamation de la Commune de Paris.

la Commune

Elle vivra 72 jours, jusqu'au 29 mai 1871.

Le mouvement se développe à Paris mais échoue dans les villes de l'intérieur, à Lyon, Marseille, Toulouse, Le Creusot, Narbonne.

À Paris, la Commune va prendre un certain nombre de mesures de défense d'une part, et sociales d'autre part qui font grandir contre elle la haine des bourgeois. Parmi ces mesures sociales :

- remise aux locataires des trois derniers mois de loyer;
- remise des échéances dues par les petits commerçants;
- droit de retirer les biens engagés au Mont de piété;
- fixation d'un maximum pour le salaire des fonctionnaires (réduit au niveau des salaires d'ouvriers);
- décret sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat;
- création d'un enseignement primaire laïque;
- interdiction du travail de nuit dans les boulangeries;
- interdiction du cumul de traitements;
- suppression des journaux bourgeois (en mai seulement);
- démolition de la colonne Vendôme, symbole du militarisme.

Toutes ces mesures s'échelonnent le long de ces 72 jours, pendant lesquels les Versaillais attaquent Paris. Dès le 30 mars, les Versaillais font une reconnaissance à Courbevoie (dans la banlieue) qui tombe le 1^{er} avril. Ce sera une bataille incessante pour le peuple de Paris qui fait preuve d'un courage exemplaire dans le combat. Depuis le 18 septembre, la population est assiégée et affamée par l'armée allemande. Bismark laisse à Thiers les mains libres pour écraser dans le sang le peuple de Paris.

La Commune manquait de liaison avec la province, non seulement par manque de communication, mais par la faiblesse des liens organiques existant entre la classe ouvrière et la paysannerie. Cette dernière est encore dressée contre les villes par la propagande des propriétaires fonciers.

Fin avril, les travailleurs parisiens adressent un appel au peuple des campagnes où ils essayent d'expliquer que "...la cause de Paris est la vôtre et c'est pour vous qu'il travaille en même temps que pour l'ou-

vrier...". Cela vient, hélas, tard. Les idées socialistes sont encore très vagues, la classe ouvrière mal organisée et coupée des campagnes.

Les Communards encerclés dans Paris perdent un à un les forts qu'ils défendent contre les Versaillais. Ils renoncent à s'emparer de la Banque de France. Le gouverneur de cette banque, resté sur place, les persuade qu'il s'agit "du trésor de la France", leur concède des prêts en même temps qu'il donne de l'argent aux Versaillais.

"Deux fautes anéantirent les fruits d'une brillante victoire. Le prolétariat s'arrêta à mi-chemin : au lieu de procéder "à l'expropriation des expropriateurs", il se laissa entraîner par des rêves sur l'établissement d'une justice suprême dans le pays, uni par une tâche nationale commune; des institutions comme les banques par exemple ne furent point saisies; la théorie proudhonienne du "juste échange" etc.. régnait encore parmi les socialistes. La deuxième faute fut la trop grande magnanimité du prolétariat; au lieu d'exterminer ses ennemis, il chercha à exercer une influence morale sur eux, il négligea l'importance des actions purement militaires dans la guerre civile, et, au lieu de couronner sa victoire à Paris par une offensive résolue sur Versailles, il temporisa et donna au gouvernement de Versailles le temps de rassembler les forces ténébreuses et de se préparer à la semaine sanglante de mai." (Lénine : Les Enseignements de la Commune, 1908).

la semaine sanglante

21 mai : Les Versaillais entrent dans Paris par la porte du Point du Jour (16^e arrondissement).

23 mai : Dombrowsky (patriote polonais défenseur ardent de la Commune et un de ses principaux chefs militaires) est tué.

24 mai : Le Quartier Latin est pris par l'ennemi Versaillais. Partout, les soldats de Thiers fusillent les Fédérés faits prisonniers, tuent les civils, hommes, femmes, enfants. Paris hérissé de barricades succombe sous leurs coups. Ce même jour, 24 mai, quelques otages aux mains de la Commune, dont l'évêque de Paris que Thiers avait toujours refusé d'échanger contre Blanqui qui arrêté le 18 mars 71, sont fusillés en représailles par les Communards.

25 mai : Dernière réunion du Conseil général de la Commune à la mairie du XI^e arrondissement.

27 mai : On se bat encore dans le quartier de Belleville, aux Buttes-

Chaumont. On se bat dans le cimetière du Père-Lachaise et l'ennemi fusille en masse devant un mur du cimetière (appel depuis le Mur des Fédérés). Le 30 mai, Marx écrira : "Le souvenir de ces martyrs est conservé pieusement dans le grand cœur de la classe ouvrière."

28 mai : A midi, le dernier coup de canon de la Commune. Les Versaillais ont le champ libre et le massacre s'amplifie. La Commune a vécu, "l'ordre" bourgeois règne dans Paris.

29 mai : Le fort de Vincennes capitule.

"La Commune est morte mais la révolution vivait"

Louise Michel, héroïne de la Commune dit : "L'égorgement", "la curée froide". Comme toutes les femmes de Paris elle s'était battue avec héroïsme sur les barricades. Ces femmes ne furent pas épargnées : combattantes, ambulancières sont fusillées avec les hommes. Emprisonnés au camp de Satory, elles attendent le peloton d'exécution ou la déportation. Hommes et femmes tombaient en criant : "Vive la Commune ! Vive la révolution sociale !".

Combien de morts ?

- du côté des Versaillais, chiffre officiels : 873 morts.

- du côté des Communards, difficile à évaluer. Tant d'exécutions massives, de charniers ouverts et fermés à la hâte.

Thiers dira en parlant d'eux : "Le sol est jonché de leurs cadavres, ce spectacle affreux servira de leçon." Au dire des fusilleurs eux-mêmes : 17 000 morts. Les Communards annoncent une trentaine de mille.

Eugène Pottier, membre du Comité de Salut public de la Commune, se cache et écrit "Debout les damnés de la terre (juin 1871), chant d'espoir et de lutte : "l'Internationale" est devenue l'hymne du prolétariat international.

Pottier se cache parce que la répression continue. Les conseils de guerre fonctionnent, on fusille et on déporte jusqu'en 1872. Les déportés sont envoyés en Nouvelle-Calédonie et ils sont rejoints là-bas par les déportés algériens, rescapés de la grande insurrection nationale.

* * *

Dans ses souvenirs, Louise Michel écrit :

"Un matin, dans les premiers temps de la déportation, nous vîmes arriver, dans leurs grands burnous blancs, des Arabes déportés pour s'être eux aussi soulevés contre l'oppression. Ces orientaux, emprisonnés loin de leurs tentes et de leurs troupeaux, étaient simples et bons, et d'une grande justice. Aussi ne comprenaient-ils rien à la façon dont on avait agi envers eux. Bauër, tout en ne partageant pas mon affection pour les Canaques (1), la partageait pour les Arabes, et je crois que tous nous les reverrions avec plaisir. Ils avaient gardé une affection enthousiaste pour Rochefort... (2). Hélas, ils sont toujours en Nouvelle-Calédonie et n'en sortiront probablement jamais..."

Le 11 juillet 1880, l'amnistie totale fut votée. Louise Michel reentra en France et reprit le combat pour l'émancipation de la classe ouvrière. Elle était une fois de plus en prison - depuis 1883, à Saint-Lazare - pour ses activités révolutionnaires, quand Boumezag El Mokrani, de retour lui aussi de Nouvelle-Calédonie, assista à Paris aux obsèques de Victor Hugo en 1885, qui furent une grande manifestation républicaine, et chercha à lui rendre visite en prison.

"L'un des rares qui sont revenus, El Mokrani, étant venu à l'enterrement de V. Hugo, vint à Saint-Lazare où j'étais alors, et croyait pouvoir me parler; mais ne s'étant pas muni d'une permission, cela fut impossible." (Louise Michel - La Commune - Histoire et souvenirs - Tome 2, page 148 - Maspero).

La leçon de la Commune

"Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature à l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat."

(Engels en 1891 : Introduction à "La guerre civile en France" écrite par Marx en 1871.)

* * *

(1) Canaques : non des Néo-Calédoniens - Louise Michel soutiendra un soulèvement de Canaques pendant sa déportation.

(2) Communard, il réussit à s'évader de Nouvelle-Calédonie.

La Commune et l'Algérie

Il ne s'agit nullement, ici, de juger de haut les conceptions de la Commune en matière coloniale, et d'abord pour la simple raison que celles-ci n'existent pas, du moins en tant que thèses élaborées. En fait, la Commune a vécu trop peu, a eu durant sa brève existence trop de tâches quotidiennes titanesques à accomplir pour que la question des colonies ait pu constituer pour elle un objet de longues discussions et de multiples décisions. On ne peut donc parler que des idées les plus courantes répandues parmi les communards à propos de la colonisation et notamment de la colonisation de l'Algérie.

Les révolutionnaires français de l'époque restent fidèles à la tradition anticolonialiste du XVIII^e siècle qui, de Montesquieu à Voltaire, faisait condamner les expéditions coloniales au nom de la "raison" (la bourgeoisie française n'avait pas encore la force de les utiliser à son profit). Cette condamnation des aventures coloniales avait toujours eu de profonds échos dans la population qui voyait sans joie partir ses fils pour guerroyer dans des pays inconnus. L'expédition de Napoléon III au Mexique qui s'était terminée si désastreusement pour la France n'avait pu qu'augmenter encore cette répugnance des masses pour les conquêtes coloniales.

En 1871 cependant, la conquête de l'Algérie paraît terminée et comme de nombreux Français y sont déjà installés, notre pays paraît devoir pour toujours "vivre à l'ombre du drapeau français".

Elisée Reclus, géographe célèbre, et Communard qui combattit les armes à la main sur une barricade parisienne, avant d'être arrêté puis déporté par les Versaillais, n'envisage même pas qu'une Algérie indépendante puisse un jour exister. Ses opinions anarchistes ne l'empêchent pas de croire que la colonisation l'a emporté pour toujours. Il écrit dans sa "Nouvelle géographie universelle" (cité par M. Machkine - La Commune de Paris, l'Algérie et la question coloniale dans "La Commune de Paris de 1871" - Volume II édité par l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de l'URSS) que :

"Quoi qu'on en dise, le rattachement politique de l'Algérie à l'Europe peut être considéré comme un fait accompli qui appartient à l'Histoire."

Cela ne vaut pas dire que Reclus justifie tous les crimes des colonisateurs. Bien au contraire, il s'en indignait comme il s'indignait des

sacrifices imposés par la bourgeoisie au peuple pour réaliser cette conquête. Mais, comme d'autres Communards, il ne voit qu'une solution: que l'Algérie devienne un morceau de la France en Afrique. C'est une position encore plus clairement assimilationniste que défend Charles Delescluze, rédacteur du "Réveil" et qui fut, dans le gouvernement de la Commune, délégué à la guerre avant de mourir sur une barricade. Il exigeait "une assimilation complète de l'Algérie et de toutes les petites et grandes colonies à la mère patrie..." "l'extension à nos voisins de la France Transmarine de toutes les lois et de tous les droits de la métropole..."

Une telle position ne peut évidemment qu'entraîner l'adhésion des colons européens parce qu'elle répond à leur propre désir de se débarrasser de la tutelle gênante de l'autorité militaire coloniale. C'est pourquoi il n'est pas étonnant de lire dans "Le Réveil" du 26 novembre 1868 une lettre d'un lecteur d'Oran qui écrit (également cité par M. Machkine dans le même ouvrage) :

"Les articles de l'Algérie qui sont publiés dans "Le Réveil" nous démontrent que le journal comprend, comme nous (les colons) les intérêts de la France et les intérêts des colonies. Comme tous les journaux indépendants, "Le Réveil" défend la colonisation et la civilisation."

Mais Delescluze se sépare des colons lorsqu'il polémique avec indignation contre ceux qui prétendent que "la race arabe ne peut s'adapter aux lois françaises", et il prêche avec ardeur pour "l'intégration des Arabes dans la famille française". (Ch. Delescluze - L'Algérie et les colonies - "Le Réveil" 29/10/68 cité par M. Machkine).

Cette position qui montre évidemment une incompréhension totale de la question nationale algérienne doit cependant être resituée dans son contexte et on ne saurait purement et simplement l'assimiler aux positions des Lacoste, Soustelle et autres bourreaux de notre peuple qui, 83 ans après la Commune et alors que tout le peuple algérien affirmait les armes à la main sa décision de vivre libre et indépendant, s'accrochaient à la formule de l'intégration pour mieux cacher leur volonté de la maintenir dans l'esclavage colonial.

Il faut aussi noter qu'à l'époque le terme "d'assimilation" n'avait sans doute pas la même valeur pour un révolutionnaire parisien, comme Delescluze, et pour un gros colon d'Algérie. Pour l'un et malgré l'erreur fondamentale qu'il commettait, le mot était synonyme de justice et d'égalité entre Algériens et Européens. Pour l'autre il signifiait que les lois et les droits des Français seraient applicables aux seuls

Européens. La "population indigène" devant rester "taillable et corvéable" à merci pour le plus grand profit des colonialistes. Ainsi, les révolutionnaires comme Delescluze n'étaient nullement préparés à comprendre le grandiose soulèvement anticolonialiste qui allait secouer l'Algérie. On ne trouvera dans les journaux de la Commune aucun article pour soutenir l'insurrection.

Pendant quelques temps, à ses débuts du moins, on la considère plutôt comme une invention de la réaction ou encore comme le fruit de ses manoeuvres. Il faut dire que les renseignements à son sujet sont fournis par les Européens d'Algérie. Ceux-ci ont commencé par nier également la réalité de l'insurrection, craignant que celle-ci ne serve de prétexte à la résurgence du régime militaire. C'est ainsi que dans sa séance du 29 mars 1871, le Conseil municipal de Saint-Denis du Sig, en Oranie, vote une protestation au sujet de l'intention prêtée au gouvernement de rétablir les "bureaux arabes". On peut y lire les lignes suivantes :

"Depuis plus de vingt ans, l'Algérie est complètement pacifiée. Les indigènes ont accepté la conquête comme un fait accompli. Bien plus, ceux qui appartiennent aux territoires civils bénissent notre domination. Les personnes qui connaissent ce que l'archevêque d'Alger appelait, il y a quelques années, la "théorie des insurrections arabes", savent que ces prétendues insurrections, formulées par les chefs militaires, leur servaient de marche-pied pour arriver aux honneurs et aux richesses..."

Et lorsqu'il n'est plus possible de nier que les Algériens se battent pour reconquérir leur liberté, on pourra entendre diverses voix qui, exprimant leur inquiétude devant l'ampleur de l'insurrection, accusent, dans les journaux de la Commune, les Versaillais et Thiers "de ne pas défendre notre colonie" et d'être responsable de la situation désastreuse "conséquence du retrait des armées d'Algérie, qui désarmait celles-ci devant la révolte arabe." ("L'ami du peuple" 29 avril 1871. "Le Vengeur" 25 avril 1871 - cités par M. Machkine).

C'est une orientation qui n'est pas fondamentalement différente que défendront à Paris les deux "délégués des sections de l'Association Républicaine", Alexandre Lambert et Calveniac.

Apportant au nom de leurs mandants l'adhésion de la population européenne des grandes villes d'Algérie à la Commune, ils signèrent le 28 mars 1871 une déclaration dans ce sens parue au "Journal Officiel" de la Commune au nom de la "Commune d'Alger".

Lambert était un déporté de 1851. Il avait eu un rôle important dans

"l'Association Républicaine" et devait être très actif dans la Commune jusqu'à ce qu'il tombât sous les balles des Versaillais. Responsable du secteur de la presse au Comité de Salut Public, Lambert avait été également placé à la tête d'un département de l'Algérie et des colonies, nouvellement créé et rattaché aux Affaires Intérieures.

Tout en affirmant que les "colons soutenaient la Commune et luttèrent en Algérie même pour la victoire de la liberté", Lambert ignorait, en même temps que les différences de classe dans la population européenne, les aspirations profondes des Algériens. Il ne comprenait pas ce que signifiait leur insurrection contre l'oppression coloniale. Dans une lettre du 1^{er} mai 1871, parue au Journal Officiel, il écrivait que :

"tous (les colons) sont intéressés au maintien de l'ordre et au calme parmi les indigènes" et que "ce but est facile à atteindre par l'instauration de la Commune et de toutes les libertés qui l'accompagnent."

Ces positions erronées, marquées par l'influence du nationalisme bourgeois, ne doivent pas amener à des conclusions négatives sur le contenu internationaliste de la Commune. Les Communards, les porte-drapeaux d'une société nouvelle qui rêvaient d'une République Universelle, ne pouvaient pas ne pas avoir de sentiment de fraternité à l'égard de tous les peuples. La présence parmi les Communards de nombreux travailleurs étrangers et parmi les dirigeants de la Commune, de révolutionnaires comme le Hongrois Léo Frankel, délégué au Travail, ou comme les Polonais Dombrowski et Wroblewski, montre bien ce caractère universaliste.

Les quelques représentants des peuples d'Orient et d'Afrique qui se trouvaient à Paris à l'époque ne s'y trompèrent pas et les archives versaillaises en témoignent qui signalent que les troupes de Thiers arrêtèrent une vingtaine d'Africains et cinq ressortissants turcs. Mais dans l'état de la société et du mouvement révolutionnaire de la France d'alors, où les marxistes étaient encore peu nombreux et se heurtaient encore aux conceptions proudhoniennes, les Communards ne pouvaient avoir une idée claire de la question nationale; c'est pourquoi il était difficile à des hommes comme Delescluze, de concevoir autrement l'avenir des colonies que dans le cadre d'une République française, sociale et démocratique, offrant l'assimilation aux peuples conquis comme une clef pour le progrès, la justice et l'égalité.

Ceci dit, il n'en reste pas moins qu'une solidarité objective existait entre les deux mouvements. Dans son ouvrage déjà cité, le colonel Robin

écrit : "les commandants territoriaux réclamaient des renforts de tous côtés et on n'avait personne à leur envoyer. La cause de ces retards était, comme je l'ai dit, qu'on avait dû garder, pour combattre la Commune de Paris qui s'était mise en révolte le 18 mars, les troupes qui étaient destinées à l'Algérie."

Et les textes de Louise Michel, cités plus haut, étonnants, sont révélateurs d'une certaine prise de conscience, d'une solidarité contre l'injustice aussi bien chez Louise Michel que chez Boumezzrag El Moqrani. Nous sommes encore loin du premier exemple de soutien sans réserve apporté par l'avant-garde de la classe ouvrière française à un peuple luttant pour son indépendance : en 1925, le combat du PCF contre les guerres du Rif et de Syrie.

BIBLIOTHÈQUE SOMMAIRE

SUR L'INSURRECTION DE 1871

RINN : Histoire de l'insurrection de 1871. Marabouts et Khouans.

ROBIN : L'insurrection de la grande Kabylie en 1871.

AGERON (Charles-Robert) : Les Algériens musulmans et la France (1871-1919). (Presses Universitaires de France) 2 tomes.

JULIEN (Charles-André) : Histoire de l'Algérie contemporaine (PUF).

NOUSHI (André) : Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises, de la conquête jusqu'en 1919 (PUF).

La naissance du nationalisme algérien (1914-1954) (Editions de Minuit).

LACOSTE, NOUSHI, PRENANT : L'Algérie, passé et présent. (Les Editions sociales).

LACHERAF (Mostefa) : L'Algérie : nation et société (Editions Maspéro).

SUR LA COMMUNE DE PARIS

BRUHAT, DAUTRY, TERSENS : La Commune de 1871 (Editions Sociales, Paris).

LISSAGRAY : Histoire de la Commune (Maspéro - Paris).

Louise NICHEL : La Commune. Histoire et souvenirs - (Maspéro).

MARX : La guerre civile en France.

LENINE : La Commune de Paris - (choix de textes - Editions sociales - Paris)

- L'Etat et la Révolution.

"LIBERTÉ" : Organe du PCA, numéros : 407, 408 et 409 des 25 mars, 5 et 2 avril 1951.

M. WACHKINE : La Commune de Paris, l'Algérie et la question coloniale dans la Commune de Paris de 1871.

(Editions Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de l'URSS.